

# ENQUETE PUBLIQUE

## Société VAL de l'ARC

### ZAC EUROFLORYPARC Commune de BERRE L'ETANG MODIFICATIONS SUBSTANTIELLES DES INSTALLATIONS DE STOCKAGE, DE NOUVEAUX SILOS ET REORGANISATION DU STOCKAGE EXTERIEUR

DÉCISION N° E19000033/13 DU PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE DU 22 FEVRIER 2019

ARRÊTÉ DU PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD PRÉFET DES BOUCHES DU RHÔNE DU 19 MARS 2019



*Commissaire Enquêteur Jean-Claude CICCARIELLO*

## Rapport

JC CICCARIELLO

## Table des matières

<b>PREMIERE PARTIE.....</b>	<b>4</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>5</b>
<b>1. KATOEN NATIE.....</b>	<b>6</b>
<b>2. Statue de la société VAL de L'ARC.....</b>	<b>9</b>
<b>2.1 Raison sociale .....</b>	<b>9</b>
<b>2.2 Bilan financier .....</b>	<b>9</b>
<b>3. Présentation VAL DE L'ARC .....</b>	<b>10</b>
<b>3.1 Présentation des installations .....</b>	<b>10</b>
<b>3.2 Schéma comparatif avant et après nouvelles installations.....</b>	<b>11</b>
<b>3.3 Schéma de position des installations existantes et projetées .....</b>	<b>12</b>
<b>4. Le Site.....</b>	<b>13</b>
<b>4.1 Les activités.....</b>	<b>13</b>
<b>4.2 Environnement proche.....</b>	<b>15</b>
<b>5. Demande d'autorisation .....</b>	<b>19</b>
<b>5.1 Descriptif.....</b>	<b>19</b>
<b>5.2 Critères des Installations classées et les régimes associés.....</b>	<b>20</b>
<b>5.3 Rubriques liées aux activités du site .....</b>	<b>21</b>
<b>5.4 Précision sur les produits stockés .....</b>	<b>22</b>
<b>5.5 Types de stockages du site .....</b>	<b>23</b>
<b>5.6 Tableau récapitulatif des capacités de stockage sur le site .....</b>	<b>24</b>
<b>6. L'exploitation des installations .....</b>	<b>24</b>
<b>6.1 Organisation .....</b>	<b>24</b>
<b>6.2 Logigramme de déchargement.....</b>	<b>26</b>
<b>7. Présentation technique des procédés .....</b>	<b>32</b>
<b>7.1 Les silos de stockages.....</b>	<b>32</b>
<b>7.2 Maintenances des silos .....</b>	<b>34</b>
<b>7.3 Matières stockées .....</b>	<b>35</b>
<b>7.4 Installations GPL et Cuve.....</b>	<b>36</b>
<b>7.5 Chariots de manutention.....</b>	<b>37</b>
<b>7.6 le local Sprinkler .....</b>	<b>37</b>
<b>7.7 Le local de charge des batteries .....</b>	<b>37</b>
<b>7.8 Le local Chaufferie .....</b>	<b>37</b>
<b>7.9 Les locaux électriques.....</b>	<b>38</b>
<b>7.10 Les utilités .....</b>	<b>38</b>
<b>7.11 Le réseau incendie.....</b>	<b>38</b>
<b>7.12 Alimentation Gaz.....</b>	<b>38</b>
<b>DEUXIEME PARTIE .....</b>	<b>39</b>
<b>8. Bref rappel .....</b>	<b>40</b>
<b>9. Etude d'impact .....</b>	<b>41</b>
<b>9.1 Les objectifs fondamentaux .....</b>	<b>41</b>
<b>9.2 Contenu de l'étude.....</b>	<b>42</b>
<b>9.3 Etude du maître d'ouvrage.....</b>	<b>42</b>
<b>10. Conclusion.....</b>	<b>43</b>
<b>11. Etude de Danger.....</b>	<b>43</b>
<b>11.1 Contenu de Etude .....</b>	<b>44</b>
<b>11.2 L'Etude indique .....</b>	<b>44</b>
<b>12. Conclusion.....</b>	<b>45</b>
<b>13. Hygiène et sécurité.....</b>	<b>46</b>
<b>13.1 Organisation .....</b>	<b>46</b>
<b>13.2 Evaluation et prévention .....</b>	<b>47</b>
<b>13.3 Document unique.....</b>	<b>48</b>

Tableau fourni par l'Exploitant .....	48
13.4 Conclusion .....	52
TROISIEME PARTIE.....	53
14. Désignation du commissaire enquêteur .....	54
15. Modalité et déroulement de l'enquête .....	54
15.1 Horaires.....	54
15.2 Planning de l'enquête .....	55
16. Contact préalable et durant le déroulement de l'enquête .....	55
a) Réunion avec la préfecture des Bouches du Rhône.....	55
b) Réunion avec l'industriel « maître d'ouvrage » .....	56
c) Réunion téléphonique avec la DREAL .....	56
d) Echanges téléphonique avec l'industriel « Maître d'Ouvrage-Porteur de projet » .....	56
17. Registres.....	57
18. Correspondances, informations.....	58
19. Condition matérielle de l'enquête .....	58
19.1 Mairie de Berre l'Etang .....	58
19.2 Mairie la Fare les Oliviers .....	59
19.3 Mairie de Velaux .....	59
19.4 Mairie de ROGNAC .....	60
19.5 Mairie de Berre l'Etang .....	60
20. Composition du dossier d'enquête .....	61
20.1 Les pièces composant le dossier .....	61
20.2 Cadre Juridique.....	64
20.3 Pièces Administratives .....	64
QUATRIEME PARTIE .....	65
21- Bilan de l'enquête .....	66
21.1 Observations reçues Commune de Berre l'Etang :.....	66
21.2 Observations reçues Commune La Fare les Oliviers .....	66
21.3 Observations reçues Commune Velaux.....	66
21.4 Observations reçues Commune de Rognac.....	66
22. Présentation des Questions et observations .....	67
22.1 Permanence du 16 avril 2019 Commune de Velaux .....	67
22.2 Graphique de répartition des questions et Observations à Velaux .....	71
22.3 Observations déposées sur le site de la préfecture le 09 mai 2019 .....	72
22.4 Graphique de répartition des question et Observations Velaux.....	75
Discussion .....	75
23- Analyse de la délibération du conseil Municipal de Rognac .....	76
Discussion .....	83
Conclusion .....	84

## PREMIERE PARTIE

Cette première partie présente de façon succincte la société KATOEN NATIE et sa filiale VAL DE L'ARC, dont le cœur de métier est fournisseur de service logistique. Objet du projet soumis à enquête publique, qui concerne l'extension des bâtiments existant dédiés à l'entreposage de produits issus de la pétrochimie. Les installations sont classées ICPE.

L'aspect exploitation est également présenté complété par des schémas et logigrammes permettant de mieux comprendre les lieux et la manière dont les installations sont et seront conduites en phase d'exploitation.

Un bilan sur les Risques et dangers est également présenté et n'appelle pas de commentaire particulier, il en est de même pour la partie hygiène et sécurité.

Nota : Le projet lié à l'installation de cellules photovoltaïques a été abandonné par l'industriel.



## Introduction

Cette partie présente de façon succincte la société KATOEN NATIE dont le cœur de métier est fournisseur de service logistique.

La société VAL DE L'ARC, filiale du groupe KATOEN NATIE a souhaité agrandir sa plateforme logistique et de stockage de produits divers situé à BERRE-L'ETANG, plus précisément sur la ZAC d'EUROFLORY PARC.

La présente demande porte sur la construction d'un entrepôt de stockage de 2 cellules avec un bloc bureaux/locaux sociaux, d'un local sprinkler et sa réserve d'eau associée, d'un local chaufferie, d'un local de stockage de matériels de maintenance, de 63 silos verticaux, de 2 bassins de récupération des eaux pluviales, ainsi que la modification de certaines installations existantes.

La vocation de la société VAL de l'ARC est uniquement liée à la logistique.

Réception, au stockage en silos :

- De matières plastiques sous forme de granulés,
- De PVC en état pulvérulent,
- De matières minérales sous forme de granulés ou en état pulvérulent.

A l'ensachage d'une partie des produits et leurs palettisations en sacs ou dans des Grands Récipients pour Vrac « GRV » et stockage à l'extérieur et dans les futures cellules,

Le site pourra de façon ponctuelle réceptionner des produits conditionnés sous formes d'aérosols, des colles et vernis, fongicides etc,

La manutention des produits palettisés s'effectue à l'aide de chariots automoteur alimentés au GPL et électrique alimenté par des batterie lithium,

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement.

L'analyse du tableau (page 20 et 21) montre que les valeurs relatives aux capacités projetées rentrent et répondent aux critères de classement actuel. De ce fait L'établissement n'est pas classé sous le régime SEVESO seuil bas ou seuil haut.

Le site d'exploitation sera dans sa nouvelle configuration soumis à autorisation au titre des rubriques 1530, 1532, 2160-2, 2662, 2663-1 et 2663-2 de la nomenclature ICPE.

Sont également présentés, les installations existantes et futures, l'organisation de l'exploitation, ainsi que les installations associées au fonctionnement du site, y compris la partie sécurité.

Le permis de construire qui a été déposé, respecte le code de l'urbanisme ainsi que les prescriptions du PLU de Berre-l'Etang.

## 1. KATOEN NATIE

La société VAL e L'ARC est filiale du groupe KATOEN NATIE, lequel a été Fondé en 1854 dont le Siège se trouve à Anvers, en Belgique

Le groupe est organisée en 7 principales unités d'affaires, chacune se concentrant sur une branche spécifique :

- La Pétrochimie
- Les Produits chimiques de spécialité
- Les Biens de consommation
- L'Industrie
- Les Marchandises générales
- Les Opérations portuaires
- Le Traitement et projets
- L'Art

Katoen Natie est un fournisseur de services logistiques internationaux et un opérateur portuaire. La société est présente dans 28 pays sur cinq continents et emploie environ 12000 personnes dans le monde. En 2009, la société comptait 154 plateformes logistiques.

Les activités de Katoen Natie consistaient en activités typiques : la réception et la manutention des marchandises sur les quais, en particulier le coton – d'où le «Katoen» et d'autres matières premières telles que le jute, le café, le cacao, la laine, le caoutchouc, l'aluminium.

L'activité était traditionnellement le lien entre l'arrimage (chargement et déchargement des navires) et les activités de transport vers et depuis l'arrière-pays.

Dans les années 1980, la gamme de secteurs a été élargie pour inclure les biens de consommation (par exemple, les textiles, l'électronique, les Articles de bricolage, les biens de consommation en mouvement rapide) et les industries pétrochimiques, chimique et automobile.

La croissance internationale des années 1990 a été opportune pour Katoen Natie, qui a su en profiter. Aujourd'hui, l'entreprise est présente en Europe, en Amérique du Nord et du Sud, au Moyen-Orient, en Asie du sud-est et en Afrique.

Katoen Natie

- a) Propose des solutions logistiques intégrées, y compris l'entreposage et le stockage, l'emballage et le reconditionnement, le transport et la distribution, les services à valeur ajoutée, le nettoyage et la réparation, les projets et l'ingénierie des procédés et les opérations portuaires. Chaque unité commerciale possède son propre ensemble de services.
- b) Offre un service logistique mondial pour l'industrie pétrochimique. La portée de l'offre comprend des activités liées au produit telles que l'homogénéisation, le séchage, le tamisage, la désodorisation, le meulage, le dépoussiérage... des plastiques.
- c) Fournit le lien entre les producteurs et les utilisateurs finaux de produits chimiques de spécialité et de plastiques de haute technologie, **vocation principale de la plateforme VAL de l'ARC.**

- d) Gère la logistique et la distribution de marchandises en mouvement rapide telles que les textiles, le bricolage, les Articles de sport, l'électronique grand public, les conserves alimentaires, etc.
- e) Offre des solutions de chaîne d'approvisionnement aux clients dans le monde de l'automobile, tel que les constructeurs de véhicules, les fournisseurs de premier et deuxième rang et les fournisseurs du marché secondaire. Cette division offre également des solutions aux fabricants et aux distributeurs de produits industriels, tels que les machines, les outils et les produits semi-finis.
- f) Fournit des services logistiques et d'ingénierie. Du transport et de la réception du fret général et des marchandises au conditionnement, au reconditionnement et à la distribution vers le client final.
- g) Offre des services d'arrimage et de terminal pour les conteneurs, le fret général, le matériel roulant et les produits forestiers. Il fournit également des dépôts de conteneurs, des services d'entretien et de réparation et d'entreposage, dans les ports en Europe et en Amérique du Sud.
- h) Active dans la conception et la construction de lignes de traitement industriel et de terminaux logistiques. Les services proposés vont des technologies de process, de la manutention, du dosage, du mixage, des caractéristiques de stockage, des contrôles de process, à la gestion totale du projet de construction de terminaux et installations.
- i) En 2009, installe 800.000 m<sup>2</sup> de panneaux solaires sur les toits de ses entrepôts à Kallo, Anvers, Genk et Gand. Ces installations produisent un montant annuel d'environ 35 gigawatts-heures, représentant 25% de la capacité totale d'énergie solaire de la région flamande. L'électricité générée avec ces panneaux solaires est principalement utilisée pour l'alimentation électrique de la Katoen Natie. L'énergie restante est transférée vers le réseau électrique.
- j) En 2017, installe six éoliennes au parc logistique de Loghidden City à Kallo. Ensemble, les moulins à vent génèrent environ 52 GWh par an, ce qui équivaut à peu près à la consommation annuelle d'électricité de 13 000 ménages. La société étudie actuellement la mise en œuvre de voitures électriques.

Enfin situé au cœur du port d'Anvers se trouve Loghidden City, un complexe logistique de haute technologie couvrant environ 260 hectares. Il dispose de 350m de quai à l'entrée de la serrure kallo où les barges et les mangeoires peuvent être chargées et déchargées. Le complexe logistique compte environ 150 entrepôts de 8000 m<sup>2</sup> chacun.



**Port d'Anvers, quai 1227**



**Terminal à Quay 1227, port d'Anvers**



**Manutention de Containers**

Katoen Natie est présent dans le sud de la France, deux sites l'un situés à Saint-Martin-de-Crau, l'autre à Berre-l'Étang.

Ces deux implantations se trouvent à proximité immédiate du premier port de France et de la Méditerranée.

Ces équipes possèdent l'expérience de la logistique des biens de consommation, de l'industrie mais aussi la pétrochimie, de la chimie fine ainsi que des opérations portuaires.

Le site de Saint-Martin-de-Crau est implanté à 30 kilomètres du port de Fos (terminal conteneurs). Il dispose d'une superficie de stockage de près de 170 000 m<sup>2</sup>.

Il offre une multitude de services, tels que :

- La réception de produits finis, de pièces détachées,
- Le contrôle qualitatif et quantitatif,
- La mise en stock,
- La préparation de commandes à l'article, au sous-colis, au colis et/ou à la palette,
- Le co-packing (kitting),
- Les inventaires,
- L'expédition,
- L'organisation du transport (en amont et en aval),
- Les opérations spéciales (conditionnements spéciaux, remise aux normes, destruction, etc.),
- La gestion des flux hors normes et hors gabarits.

Le site de Berre-l'Étang est implanté à 30 kilomètres du port de Marseille.

Il dispose d'une plateforme logistique qui assure le lien entre les industriels de la pétrochimie LyondellBasell-Ineos-Kraton situés sur Berre et Lavera et leurs clients.



## **2. Statue de la société VAL de L'ARC**

### **2.1 Raison sociale**

Siège social : 375 allée Henri Moissan – ZAC Euroflory Parc – 13130 BERRE L'ETANG.

Adresse du site : 375 allée Henri Moissan – ZAC Euroflory Parc – 13130 BERRE L'ETANG.

Statut juridique : SARL.

N° de SIRET : 4508 53759 00022.

N° de SIREN : 4508 53759.

Nom et qualité du demandeur : M. Jan VERSAVEL (Gérant).

Capital : 10 000 euros.

VAL de L'ARC est propriétaire du terrain

Effectif de l'établissement prévu environ 10 personnes

### **2.2 Bilan financier**

- Pour l'année 2016, bénéfice de l'exercice : 1 248 974 euros ;
- Pour l'année 2015, bénéfice de l'exercice : 1 018 089 euros ;
- Pour l'année 2014, bénéfice de l'exercice : 1 422 594 euros.
- Une synthèse des résultats de la société VAL DE L'ARC

La capacité d'autofinancement pour l'année 2016 est de 1 610 795 euros.

### 3. Présentation VAL DE L'ARC

La société VAL DE L'ARC, filiale du groupe KATOEN NATIE a souhaité agrandir sa plateforme logistique et de stockage de produits divers situé à BERRE-L'ETANG, le site représente une surface d'environ 6 ha et se trouve sur la ZAC d'EURO FLORY PARC.

Ainsi, en 2001, avec la collaboration du BUREAU VERITAS, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter a été réalisé pour ledit site situé au niveau de la zone EUROFLORY PARC. Un arrêté préfectoral en date du 13.10.03 a alors été délivré à la société VAL DE L'ARC.

Suite à des contraintes propres à la société VAL DE L'ARC, le site a été construit, mais pas dans sa globalité.

Lors d'une visite d'inspection réalisée par la DREAL le 02.05.12, l'inspecteur a noté que le site exploité ne correspondait pas au site initialement autorisé du fait de l'absence de certaines Installations et de l'évolution de certaines rubriques de la nomenclature des **ICPE** Installations Classées pour la Protection de l'Environnement modifiant ainsi le classement du site. Il a alors été demandé à l'exploitant de procéder à une demande d'antériorité intégrant la situation actuelle du site.

La société SAP a donc été missionnée en 2012 pour réaliser le dossier de notification des modifications apportées à la plateforme logistique, conformément à l'article R.512-33 du Code de l'Environnement et à l'article 3.1 concernant la conduite de l'exploitation de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la société ci-dessus mentionné.

Ce dossier comportait la présentation des installations réalisées, ainsi que les modifications que l'exploitant souhaitait apporter au site dans un futur proche.

Suite à l'instruction de ce dossier, un arrêté préfectoral complémentaire n°2012-429PC, en date du 29.10.12, a été délivré à la société VAL DE L'ARC.

Afin de répondre à ses arrêtés préfectoraux, la société VAL DE L'ARC a fait ensuite procéder à la réalisation de l'audit de récolement de sa plateforme logistique.

Les principales activités actuelles de la société VAL DE L'ARC sont le stockage de matières plastiques sous forme de matières premières et de produits divers.

Dans le cadre de celles-ci, et de leurs évolutions envisagées, VAL de l'ARC souhaite construire un entrepôt couvert d'environ 18 200 m<sup>2</sup> et 63 nouveaux silos de stockage, mais aussi modifier la zone de stockage extérieure existante et déplacer la citerne de GLP et son poste de distribution associé.

#### 3.1 Présentation des installations

- De 57 silos verticaux de 500 m<sup>3</sup> de capacité unitaire (installations existantes à ce jour),
- D'un entrepôt de stockage d'environ 18 000 m<sup>2</sup> composé de 2 cellules et d'un bloc bureaux/locaux sociaux de 244 m<sup>2</sup> (nouvelle installation),
- D'une zone de stockage extérieure d'environ 3 900 m<sup>2</sup> (installation existante modifiée) ;
- De 63 silos verticaux de 500 m<sup>3</sup> de capacité unitaire (nouvelles installations),
- D'un local sprinkler de 111 m<sup>2</sup> et de sa réserve d'eau (nouvelle installation),
- D'un bassin étanche et d'un bassin végétalisé pour la récupération des eaux pluviales (nouvelles installations),
- D'un local chaufferie de 111 m<sup>2</sup> (nouvelle installation),
- D'un local de stockage de matériaux de maintenance (pièces détachées pour les Chariots et consommables) (nouvelle installation),
- D'une citerne de GPL et de son poste de distribution associé (installations existantes modifiées).

La présente demande porte sur la construction d'un entrepôt de stockage de 2 cellules avec un bloc bureaux/locaux sociaux, d'un local sprinkler et sa réserve associée, d'un local chaufferie, d'un local de stockage de matériels de maintenance, de 63 silos verticaux, de 2 bassins de récupération des eaux pluviales, sur la modification de certaines installations existantes du site, à savoir la zone de stockage extérieure qui sera déplacée et diminuée, et la citerne de GPL avec son poste de distribution, qui seront déplacés et sur les 57 silos verticaux existants.

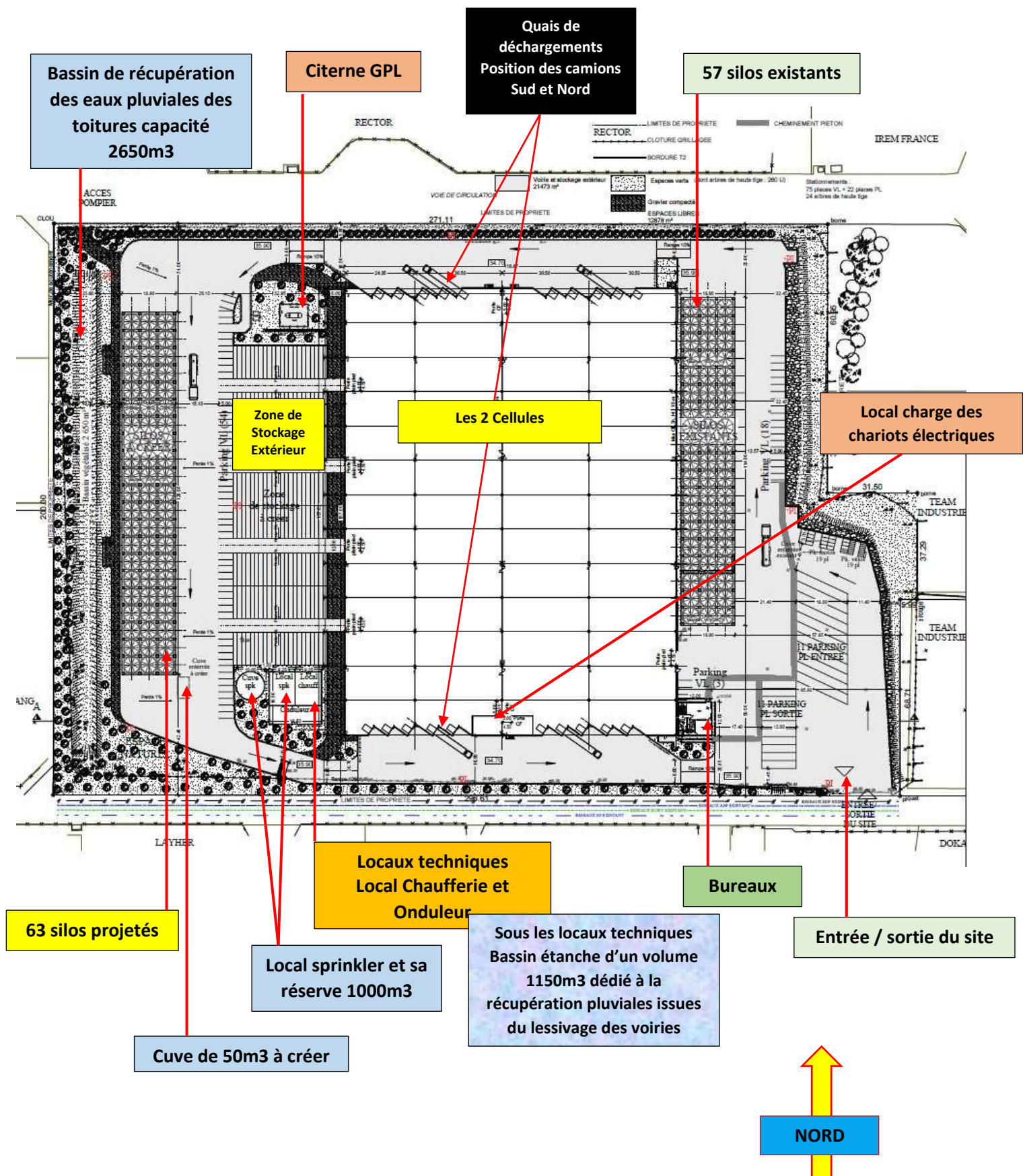
Les installations projetées regroupent des avantages importants pour accueillir le type d'activité présentée, dans le respect ; d'une maîtrise du foncier, d'implantation en Zone d'Aménagement Concerté dédiée principalement aux activités artisanales et industrielles, d'un réseau d'eau brute dédié et dimensionné à la défense incendie, d'une maîtrise de la gestion des eaux pluviales...

Dans le respect des articles R. 512-8, III et R. 512-9, II, un résumé de l'étude d'impact et de dangers ont fait l'objet d'un résumé non technique mis à disposition du public, dont la synthèse est présentée en seconde partie.

### 3.2 Schéma comparatif avant et après nouvelles installations

Installations actuelles existantes sur le site	Installations après nouvelles installations
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 57 Silos de 500m3 de capacité unitaire</li> <li>• Une aire de stockage Extérieure de 5760m<sup>2</sup> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 ilots de 12x60 m</li> <li>- 3 ilots de 24x60m</li> <li>- 4 allées de circulations de 5m de largeur et 60m de long</li> </ul> </li> <li>• Une citerne de stockage de GPL</li> <li>• Station de distribution de GPL</li> <li>• Un bâtiment modulaire pour bureaux</li> <li>• Un bâtiment modulaire pour vestiaires et réfectoire</li> <li>• Trois conteneurs pour l'entreposage de petit matériel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 57 Silos de 500m3 de capacité unitaire</li> <li>• Une aire de stockage Extérieure de 3900m<sup>2</sup> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 ilots de 11,50mx34,50 m</li> <li>- 3 ilots de 23mx 34,50m</li> <li>- 4 allées de circulations de 5m de largeur sur 34,50m de long</li> </ul> </li> <li>• Une citerne de stockage de GPL mais déplacée au nord</li> <li>• Station de distribution de GPL mais déplacée au nord</li> <li>• Un entrepôt couvert de 18000m<sup>2</sup> composé de 2 cellules</li> <li>• Un bloc bureaux de 244m<sup>2</sup> Rdc+1</li> <li>• 63 silos de 500m3 de capacité unitaire</li> <li>• Un local sprinklers et sa réserve d'eau</li> <li>• Un local chaufferie</li> <li>• Un local dédié au stockage du matériel</li> <li>• Un bassin de récupération des eux pluviales</li> <li>• Un bassin étanche de récupérations des eaux de lessivage des voiries</li> </ul>

### 3.3 Schéma de position des installations existantes et projetées



## 4. Le Site

### 4.1 Les activités

La vocation de la société VAL de l'ARC est uniquement liée à la logistique.

Réception, au stockage en silos :

- De matières plastiques sous forme de granulés.
- De PVC en état pulvérulent
- De matière minérales sous forme de granulés ou en état pulvérulent

A l'ensachage d'une partie des produits et leurs palettisations en sacs ou dans des grands récipients pour vrac « GRV » et stockage à l'extérieur

- Réception et stockage en extérieur de palettes de sacs ou de GRV de matières plastiques
- Réception et stockage en extérieur de palettes de sacs ou de GRV de matières minérales,

Le site pourra également réceptionner ponctuellement des produits conditionnés sous formes d'aérosols, des colles et vernis, fongicides etc..

Les principaux fournisseurs sont LYONDELLBASELL, INEOS et KRATON qui utilisent les entrepôts de VAL de l'ARC uniquement comme entreposage « **provisoire, intermédiaire** » avant livraison vers leurs clients. Les entreposages in situ de chacun des sites de productions sont limités. Les entreposages VAL de l'ARC permettent et permettront aux industriels, tous situés à proximité d'optimiser leurs productions aux regards des demandes de leurs clients.

Le schéma fonctionnel ci-dessous permet de mieux comprendre la logistique des usines pétrochimiques de la production à la livraison des clients via la base logistique VAL de l'ARC.

## Schéma de fonctionnement « Production-Réception-Livraison » Installations Pétrochimiques installées sur Berre et Lavera

Usine de Production de Polymères LyondelBasell-Ineos-Kraton



Stockage en silos temporaire sur le site des Usines  
de production LyondelBasell-Ineos-Kraton



Produits Ensachés et Palettisés pour mise en  
stockage provisoire dans les entrepôts des  
usines de production LyondelBasell-Ineos-  
Kraton

Transfert vers  
silos val de l'ARC



Transfert vers entrepôts  
VAL de l'ARC



Livraison directe  
Clients

Livraison directe  
Clients

Livraison clients  
Via VAL de l'ARC

Livraison clients via  
VAL de l'ARC



## 4.2 Environnement proche

Le Projet porté par la société VAL de L'ARC est situé dans la zone d'activité d'EUROFLORY PARC sur la commune de BERRE L'ETANG.

La superficie totale d'implantation des installations est d'environ 6 hectares. Les installations de la société VAL DE L'ARC sont implantées sur les parcelles cadastrales n° 356, 357, 360, 365, 377, 379 et 462 de la section UEb.

Les installations sont dans une zone industrielle et le site de la société VAL DE L'ARC est entouré de plusieurs sociétés positionnées sur la photo aérienne ci-dessous.



### 4.2.1 Dans le rayon de 300 m représenté par le tracé rouge sur l'extrait ci-dessus, on trouve

- 1-TEAM INDUSTRIE, SOGETP 13
- 2-DOKA France
- 3-4-SERVICES TECHNIQUES OPERATIONNELS COMMUNAUX
- 5-LAYHER
- 6-BUS DE BERRE A L'ETANG
- 7-PROVENCE RECYCLAGE
- 8-PRESTOFUITES, USITORQUES
- 9-ESAF, SAS LSF, SAS INFOGEST PLUS
- 10-SOGERES
- 11-SAS RAILMAT
- 12-RECTOR LESAGE
- 13-IREM FRANCE
- 14-SILIM ENVIRONNEMENT
- 15-ETHNICRAFT, BE LOUNGE, HOME SPIRIT LOGISTIQUE SUD EST
- 16-GOODMAN (entrepôt exploité par ID LOGISTICS)
- 17-DB SCHENCKER (TRPT JOYAU)
- 18-GPS (GRAND PLIAGE DU SUD)
- 19-ATELIER DES RELAIS DE BERRE
- 20-INITIAL BTB
- 21-UNICEA FRANCE

22-PLS PRESTATION

23-SMI SUD

24-PRECITOL

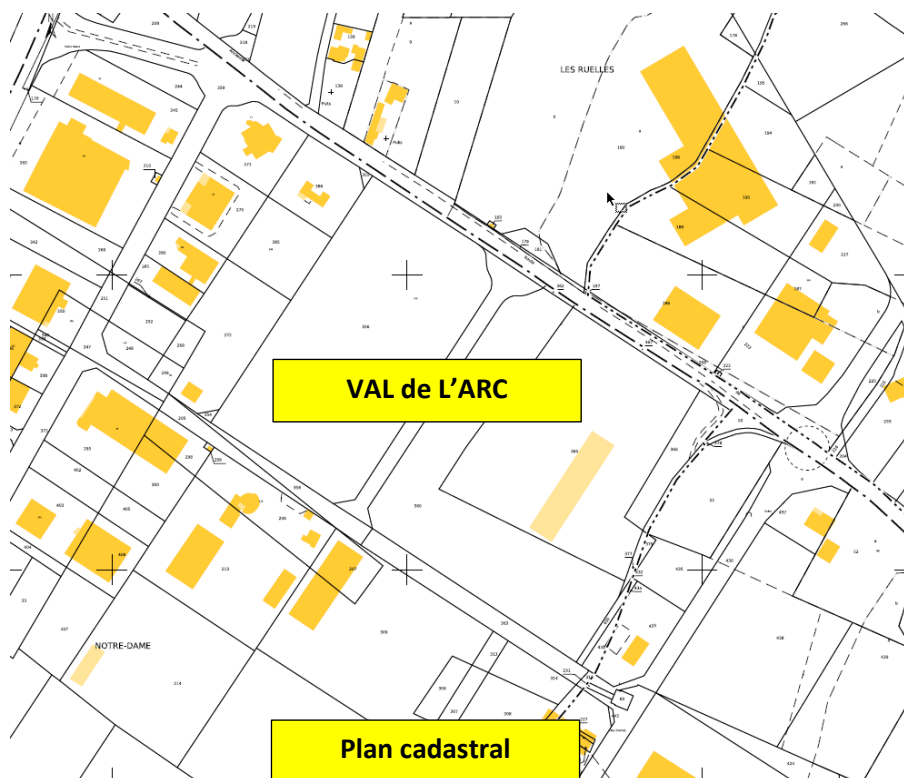
25-FIRST ROBINETTERIE

#### 4.2.2 Dans un périmètre plus éloigné, dans un rayon de 3 km des installations se trouvent

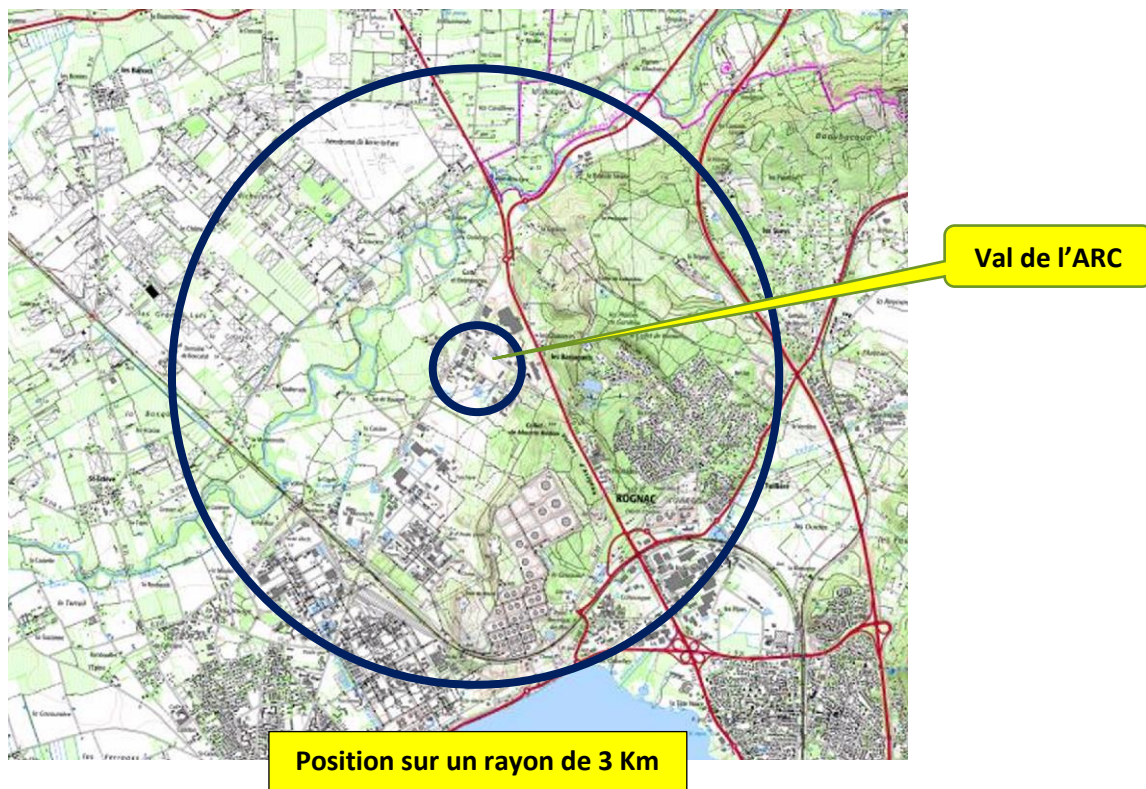
- La rivière L'ARC à 1,2 km à l'Ouest,
- La zone industrielle de BERRE-L'ETANG à 0,9 km au Sud,
- La zone industrielle de ROGNAC à 1,2 km au Sud,
- La commune de ROGNAC à 1,2 km au Sud/ Sud-Est,
- La commune de VELAUX à 1,9 km au Nord/ Nord-Est,
- La commune de LA FARE-LES-OLIVIERS à 2,1 km au Nord,
- Des terres agricoles avec les exploitations associées à proximité immédiate au Nord et à l'Ouest,
- L'aérodrome de BERRE - LA FARE à 1,9 km, au Nord,
- L'autoroute A7 à 2,9 km, à l'Est,

L'environnement du site de la société VAL DE L'ARC est présenté sur le plan ci-dessous.

Le centre de la commune de BERRE-L'ETANG se trouve à environ 4 km du site de la société VAL DE L'ARC.







#### 4.2.3 Accessibilité

Comme le montre la photo aérienne présentée ci-dessous le site est accessible depuis la route départementale D21f, puis par l'allée HENRI MOISSAN.

Le site est clôturé mais accessible par les services d'incendie et de secours par 2 entrées opposées, au nord-ouest et l'entrée principale.

Afin de garantir un accès en tout point du site une voie engins à minima de 3 m de large fait le tour complet du site. L'accès principal à la plateforme est matérialisé par une entrée située au Sud du site. Cet accès sera commun pour les véhicules légers du personnel du site (VL) et les poids lourds (PL).

L'accès est doté d'un portail coulissant motorisé qui donne accès aux parkings VL et PL, ainsi qu'au reste du site. Un second portail coulissant situé au Nord du site est une entrée de secours pour les services d'incendie et de secours. Le site ne sera pas accessible au public.



#### 4.2.3 Situation du site, Urbanisme

Le site est localisé en secteur UEb. La zone UE correspond à des terrains spécialisés dans l'accueil de constructions et installations à usage d'activités économiques.

Extrait du règlement et du plan du PLU de BERRE-L'ETANG.

La zone UE comprend 5 sous-secteurs :

- La zone UEa est dédiée à l'accueil des activités et services nécessaires au fonctionnement de l'industrie pétrochimique,
- **La zone UEb correspond au parc d'activités Euroflory qui accueille des activités de services ainsi que des locaux artisanaux,**
- La zone UEc est dédiée à l'accueil d'activités industrielles. Elle correspond à l'emprise de l'usine pétrochimique,
- La zone UEp est dédiée à l'accueil des ouvrages, bâtiments ou équipements nécessaires à l'activité industrialo-portuaire,
- La zone UEn correspondant au secteur de l'aérodrome.

## 5. Demande d'autorisation

La société VAL de L'ARC sollicite l'autorisation d'exploitation une installation industrielle classé ICPE, Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (**Demande Unique**). Toutefois une partie des installations existent déjà, dont la fonction principale est l'entreposage de polymères.

Le site abrite actuellement 57 silos verticaux de 500m<sup>3</sup> chacun soit un volume 28500m<sup>3</sup>, d'un d'entreposage extérieur d'environ 4000m<sup>2</sup> ainsi que d'une station de distribution GPL dédié au fonctionnement des engins de manutention.

La société VAL de L'ARC projette la création d'autres installations à savoir un entrepôt couvert constitué de 2 cellules d'une surface 18000m<sup>2</sup> offrant un volume d'environ 247600m<sup>3</sup>, la création de 63 silos verticaux de 500m<sup>3</sup> chaque quasi-identiques à ceux déjà présents sur le site, le déplacement de l'aire d'entrepôt extérieure tout en réduisant la surface de 1800m<sup>2</sup>.

### 5.1 Descriptif

- ◆ Les activités de la société VAL DE L'ARC sont et seront entièrement orientées vers la logistique. Elles s'inscrivent dans le cadre du fonctionnement actuel à savoir :
  - Réception et stockage « **Polymères** » de matières plastiques sous forme de granulés dans des silos,
  - Réception et stockage « **Polymères** » du PVC en état pulvérulent dans des silos,
  - Réception et stockage de matières minérales sous forme de granulés ou en état pulvérulent,
  - Ensachage d'une partie de ces produits et palettisation des sacs ou dans des Grands Récipient pour Vrac (GRV), puis stockage des palettes en extérieur ou entrepôt,
  - Réception et stockage en extérieur ou en entrepôt de palettes de sacs ou de GRV de matières plastiques,
  - Réception et stockage en extérieur ou en entrepôt de palettes de sacs ou de GRV de matières minérales,
  - Réception et stockage en entrepôt de palettes de biens de consommation divers,
  - Expédition des produits en vrac et/ou conditionnés sur palette.
- ◆ Afin de pouvoir effectuer l'ensemble de ces activités, la société VAL DE L'ARC a mis et mettra en place une station de distribution de GPL pour ses chariots élévateurs alimentée par une cuve de stockage de GPL, un local de charge dans l'entrepôt pour la recharge des batteries des chariots élévateurs électriques utilisés dans les futurs entrepôts, et un local chaufferie avec son alimentation en gaz naturel,
- ◆ Le site pourra également accueillir quelques produits conditionnés sous formes d'aérosols, des colles et vernis, des produits pour piscine de type galets de chlore, fongicide, etc, de manière ponctuelle,
- ◆ Sur le site, d'autres activités relevant de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement seront également exercées, mais celles-ci ne seront pas classées.



## 5.2 Critères des Installations classées et les régimes associés

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement, présentées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critères de classement	Capacité projetée
2160-2-a	A	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³.	Volume max>15000m3	60 000 m³
2662-1	A	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 40 000 m³.	Volume max>40000m3	264 648 m³
2663-1-a	A	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 45 000 m³.	Volume max≥45000m3	204 648 m³
2663-2-a	A	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 80 000 m³.	Volume max≥80000m3	204 648 m³
1510-2	E	Stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : 2. Supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 300 000 m³.	Volume situé 50000m3≤volume de l'entrepôt<300000m3	241 834 m³ 30 750 t
1530	E	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 20 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³.	Volume situé 20000m3≤volume de l'entrepôt<50000m3	49 900 m³
1532-2	E	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 20 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³.	Volume situé 20000m3≤volume <50000m3	49 900 m³
1414-3	DC	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés. 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes).		-
4440-2	D	Solides combustibles catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t.	2 tonnes ≤Quantité<à50 tonnes	40 t
4510-2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t.	20 tonnes ≤Quantité<à 100 tonnes	59 t
2925	D	Ateliers de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	Puissance maximale >50KW	PM>50KW
2910-A	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.	Puissance maximale < 2MW	1,1 MW
4320	NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Quantité <à 15 tonnes	14 t
4321	NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Quantité <à 500 tonnes	50 t

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critères de classement	Capacité projetée
4331	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	Quantité <à 50 tonnes	49,9 t
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	Quantité ≤à 100 tonnes	59 t
4718	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).	Quantité <à 6 tonnes	5 t

Critères	Libellé
A	Autorisation
D	Déclaration (avec contrôles périodiques)
E	Enregistrement
NC	Installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A, ou AS, ou A-SB

L'analyse du tableau montre que les valeurs relatives aux capacités projetées rentrent et répondent aux critères de classement. De ce fait L'établissement n'est pas classé sous le régime SEVESO seuil bas ou seuil haut ceci au regard des calculs effectués qui sont sous la responsabilité de l'exploitant et selon les règles de calcul de la directive SEVESO III.

### 5.3 Rubriques liées aux activités du site

Le site d'exploitation sera dans sa nouvelle configuration soumis à autorisation au titre des rubriques 1530, 1532, 2160-2, 2662, 2663-1 et 2663-2 de la nomenclature ICPE, résumé dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critères de classement	Capacité projetée
1530	E	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup> .	Volume situé 20000m <sup>3</sup> ≤volume de l'entrepôt<50000m <sup>3</sup>	49 900 m <sup>3</sup>
1532-2	E	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup> .	Volume situé 20000m <sup>3</sup> ≤volume <50000m <sup>3</sup>	49 900 m <sup>3</sup>
2160-2	A	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m <sup>3</sup> .	Volume max>15000m <sup>3</sup>	60 000 m <sup>3</sup>
2662-1	A	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 40 000 m <sup>3</sup> .	Volume max>40000m <sup>3</sup>	264 648 m <sup>3</sup>
2663-1	A	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 45 000 m <sup>3</sup> .	Volume max≥45000m <sup>3</sup>	204 648 m <sup>3</sup>
2663-2	A	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 80 000 m <sup>3</sup> .	Volume max≥80000m <sup>3</sup>	204 648 m <sup>3</sup>

## 5.4 Précision sur les produits stockés

Les grandes catégories de marchandises pouvant être présentes sur le site sont notamment :

Des polymères sous forme de matières premières (billes, granulés, poudres non explosives ..). Ils sont et seront stockés en silos (en vrac), sur l'aire de stockage extérieure en masse de produits conditionnés, ou dans l'entrepôt de stockage en masse ou sur palettes de produits conditionnés :

*Classement sous la rubrique 2160-2 de la nomenclature des installations classées « Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. »*

*Classement sous la rubrique 2662 de la nomenclature des installations classées « Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques).*

**NOTA :** Les produits stockés dans les silos sont et seront des matières plastiques sous forme de granulés, des matières minérales sous forme de granulés ou en état pulvérulent (exemple l'Alumine) et du PVC en état pulvérulent. Les matières plastiques sous forme de granulés et les matières minérales (granulés ou pulvérents) ne montrent aucun risque d'explosion des poussières.

- a) Le PVC est un produit non explosif et faiblement combustible (*cf. fiche de sécurité, annexe 8 du dossier*),
- b) Le PVC (ou tout autre produit pulvérulent ou pas) à l'intérieur d'un silo est protégé de toute flamme (même entretenue) ou d'étincelle car les silos sont équipés d'une mise à la terre dont le fonctionnement est comparable à un paratonnerre, par leur forme et dimensions,
- c) La poussière de PVC ne peut pas se propager dans l'atmosphère. En effet, les silos sont équipés d'un filtre permettant d'éviter que le PVC (ou tout autre produit pulvérulent ou pas) ne s'échappe du silo.

Des produits de grande consommation principalement constitués par les types d'articles de type articles de sport, pièces automobiles, textiles cotons et synthétiques, maroquinerie, électroménagers, librairies, disques, matériaux informatiques, mobiliers, articles de bricolage, articles de jardinerie, matériaux de construction, articles divers de grande distribution hors marchandises dangereuses.

*D'autre part, les palettes de bois pourront être stockées dans l'entrepôt couvert ou sur une zone de stockage extérieure.*

*Classement sous la rubrique 1510 « Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantités supérieures à 500 t) »*

*Classement sous la rubrique « 1530 Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) »*

*Classement sous la rubrique 1532 « Bois secs ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) ».*

- Des matières plastiques dont au moins 50 % de la masse totale unitaire sont composées de polymères sous forme alvéolaire ou expansé et autres.

*Classement sous la rubrique 2663-1 et 2 de la nomenclature des installations classées « Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques).*

- Des produits dit dangereux mais de consommation courante de type produits piscines, aérosols, liquides inflammables. Ceux-ci seront emballés au moyen de palettes bois, films plastiques, matériaux de calage synthétique, etc. Ils seront généralement stockés dans l'entrepôt couvert « en mélange » (plusieurs types d'articles seront entreposés dans une même cellule), sur palettes ou en masse selon leur volume.

*Classement sous la rubrique 4320 « Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1 ».*

*Classement sous la rubrique 4321 « Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. »*

*Classement sous la rubrique 4331 « Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. »*

*Classement sous la rubrique 4440 « Solides comburants catégories 1, 2 ou 3. »*

*Classement sous la rubrique 4510 « Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique »*

*Classement sous la rubrique 4511 « Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 »*

- La station de distribution de GPL est classée sous la rubrique 1414-3

« Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils,

- La cuve de stockage de GPL est classée sous la rubrique 4718

« Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL et biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène),

- Le local de charge des chariots électriques est classé sous la rubrique 2925

« Accumulateurs (ateliers de charge),

- La chaudière est classée sous la rubrique 2910

« Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971 ».

## 5.5 Types de stockages du site

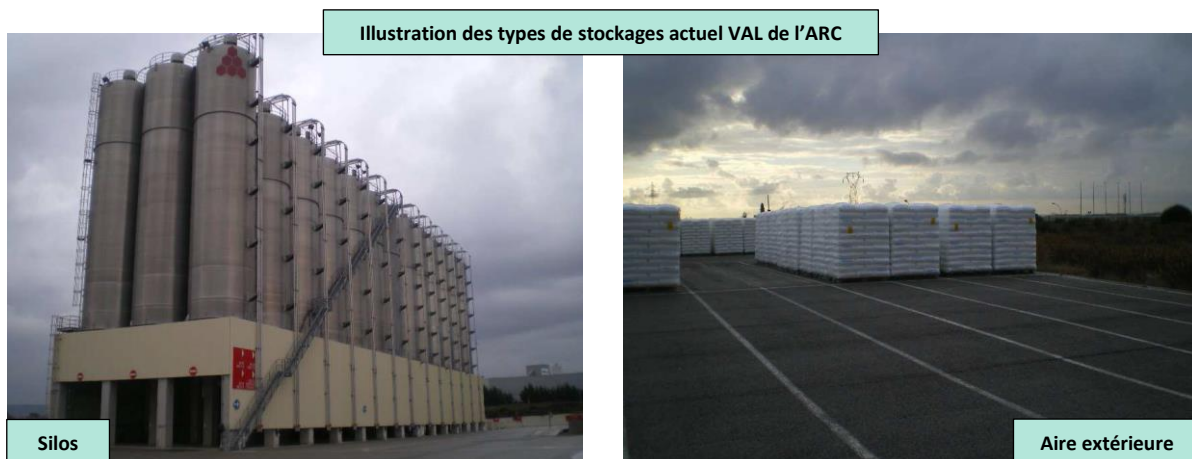
Ils sont de 3 sortes

1. En silos verticaux,
2. En stockage extérieur,
3. En entrepôt couvert (Dans la nouvelle configuration).

Le stockage en extérieur, celui-ci sera toujours effectué en masse sur un niveau du sol + 1, soit environ 4,5 m (cf. présentation au paragraphe 4.3.5 du dossier).

Le stockage en entrepôt couvert, trois types de stockage seront envisagés : stockage en racks traditionnels, stockage en racks étroits et stockage en masse.

Les 3 modes de stockage sont illustrés dans le paragraphe 4.3.6 du dossier, et photos présentées ci-dessous.



## 5.6 Tableau récapitulatif des capacités de stockage sur le site

Type	Nombre	Équipements	Surface m <sup>2</sup>	Volume m3	Capacité totale T
Silos	57	Existant		500	17100
Silos	63	Futur		500	18900
Extérieur		Existant	5670	20700	
Extérieur		Futur	3900	14283	
Cellules (1)		Futur		18000	27360
Cellule (2)		Futur			30750
				53983	77100

## 6. L'exploitation des installations

### 6.1 Organisation

Le site est placé sous l'autorité du responsable opérationnel lequel dispose d'une solide expérience technique dans le domaine de la manutention et de la logistique. Il est assisté d'un adjoint ayant le même niveau d'expérience. Les opérations de manutention sont pratiquées par plusieurs opérateurs ayant une solide expérience dans la conduite des opérations spécifiques liées au site. Le responsable opération et son adjoint sont également formés à la sécurité.

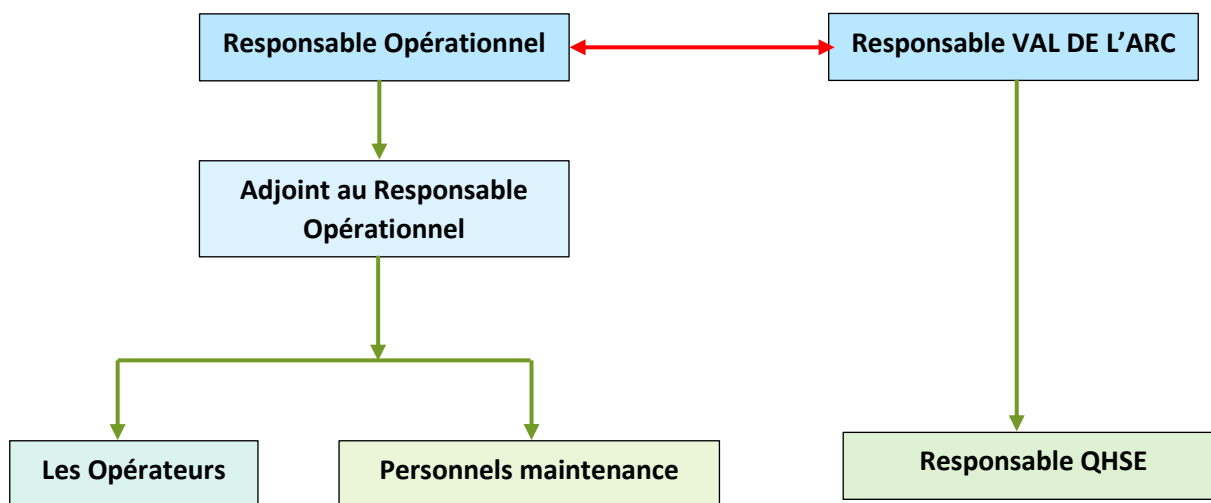
Sous la responsabilité du service des ressources humaines, les formations en matière de sécurité sont régulièrement organisées, un compagnonnage interne est assuré.

Le personnel est formé aux différents postes présents sur le site et possède aussi la formation GIES 1 a minima, qui a pour objectif de reconnaître le contexte des interventions sur sites, d'intégrer les risques liés aux produits et aux travaux ainsi que les règles de prévention et protection, d'identifier l'importance des procédures et la nécessité d'un strict respect, et d'adopter un comportement responsable.

**GIES** : Groupement inter entreprise de sécurité



### 6.1.1 Organigramme



Le responsable opérationnel VAL de L'ARC veille avec le responsable QHSE à l'application des règles d'hygiène et sécurité du travail.

Les horaires de travail sont à considérer en fonction des plannings de réceptions et d'expéditions liés aux sites de production des usines pétrochimiques lesquelles répondent aux demandes de leurs clients.

Personnel d'exploitation	Opérations d'exploitations	Nombre de postes	Horaires
	Manutention -préparation de commandes gestion des stocks		07h00-19h00
	Forte activité	1	07h00-18h00
		2	06h00-22h00

### 6.1.2 Le personnel

Les opérateurs disposent d'une expérience technique en matière de manutention et de logistique. L'entretien et la vérification des installations, ainsi que de la réalisation des contrôles périodiques de celles-ci seront confiés aux personnels du site ou à des sociétés extérieures (Contrôles classiques et Réglementaires).

Parmi les opérateurs, certains seront formés à la conduite des engins de manutention et posséderont les Certificats d'Aptitude à la Conduite En Sécurité (CACES) requis en fonction des engins qu'ils seraient menés à utiliser, ainsi que les autorisations de conduite correspondantes.

De manière générale, l'ensemble du personnel opérationnel recevra les formations et sensibilisations complémentaires pour la réalisation des autres opérations :

- Chargement / déchargement,
- Distribution de GPL,
- Gestion des déchets,
- Gestes et postures,
- etc.

Ces formations comprendront des explications relatives aux risques liés à l'exploitation des installations. Elles seront complétées par les formations relatives à la gestion des situations d'urgence susceptibles de survenir au cours de l'exploitation et feront l'objet de rappels périodiques :

- Exercices d'évacuations,
- Formation à la manipulation des extincteurs,
- Formation à l'utilisation des RIA (équipers de première intervention uniquement),
- Formation SST (Sauveteurs Secouristes du Travail).

Nota : des informations complémentaires relatives à la formation des personnels sont fournies dans l'étude de dangers et la notice d'hygiène et de sécurité.

## 6.2 Logigramme de déchargement

Logigramme d'une opération de déchargement et chargement de produits est présenté. Ces opérations sont pratiquées par les opérateurs sous la supervision du responsable d'exploitation du site.



### 6.2.1 Photos spécifiques à la réception « déchargement » et à la livraison « chargement »

La prise de photos a été autorisée par Monsieur Hendrik VAN HEYWEGHEN. Au cours de la visite du site le commissaire enquêteur a pu réaliser plusieurs photos qui sont présentées. Elles montrent les phases principales d'exploitations qui sont le chargement et déchargement de silos.

Le commissaire enquêteur a pu donc suivre ces opérations courantes d'exploitations. Il constate que les opérations ne présentent aucune difficulté particulière du fait d'une part du professionnalisme du personnel et d'autre part de la simplicité des opérations.

A) PHASE DE RECEPTION ET DECHARGEMENT ZONE SILOS

Le camion est pris en charge et dirigé vers la zone de déchargement. Une fois en place, le véhicule est relié à la terre du bâtiment. La Magnette du camion est accouplée au collecteur de l'installation. Le vidage dans silo dédié peut alors commencer. Photos 1-2-3-4

B) PHASE DE DECHARGEMENT

Le camion est réceptionné et dirigé vers le silo dédié. Le camion est positionné sous ce dernier, l'orifice de la citerne du camion est ouvert, puis la trémie du silo, les deux interfaces sont reliées, le remplissage de la citerne peu alors s'effectuer.

*Pour la sécurité des opérations, chaque silo est relié à la terre, afin que l'électricité statique soit canalisée par le bâtiment.*



**Collecteurs de l'installation équipé d'un verrouillage de sécurité par cadenas et identifications**



**Raccordement de la manchette du camion au collecteur de l'installation**







Allée de silos



Position du camion sous le silo pour chargement



Mise à la terre des silos au bâtiment



Zone silos

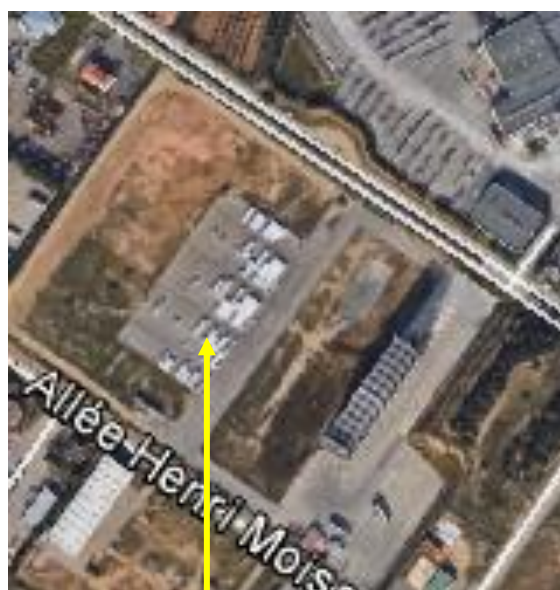
Phase de réception et de déchargement, zone stockage extérieure actuelle



Zone actuelle d'entreposage extérieure



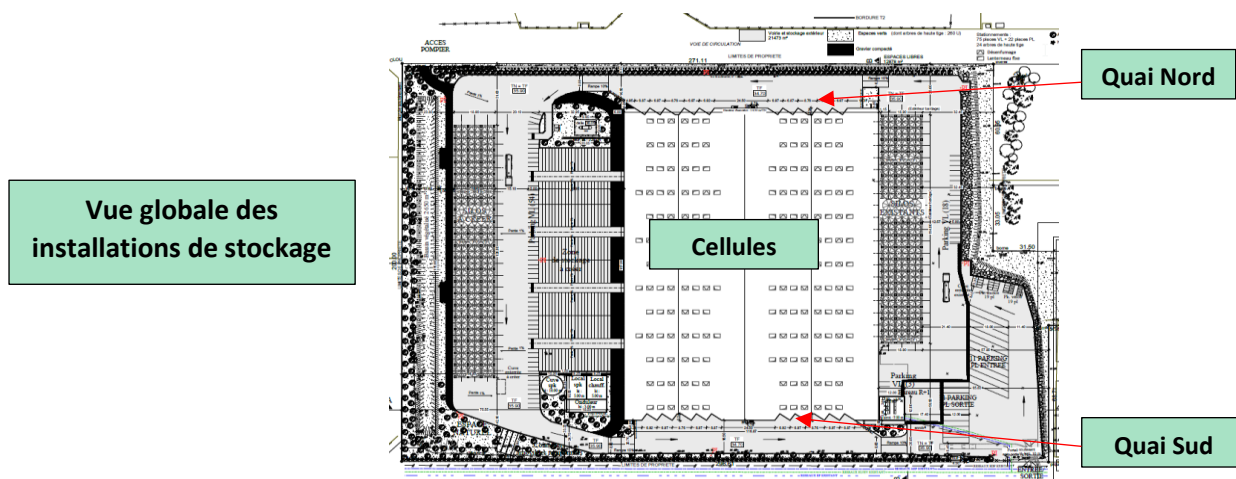
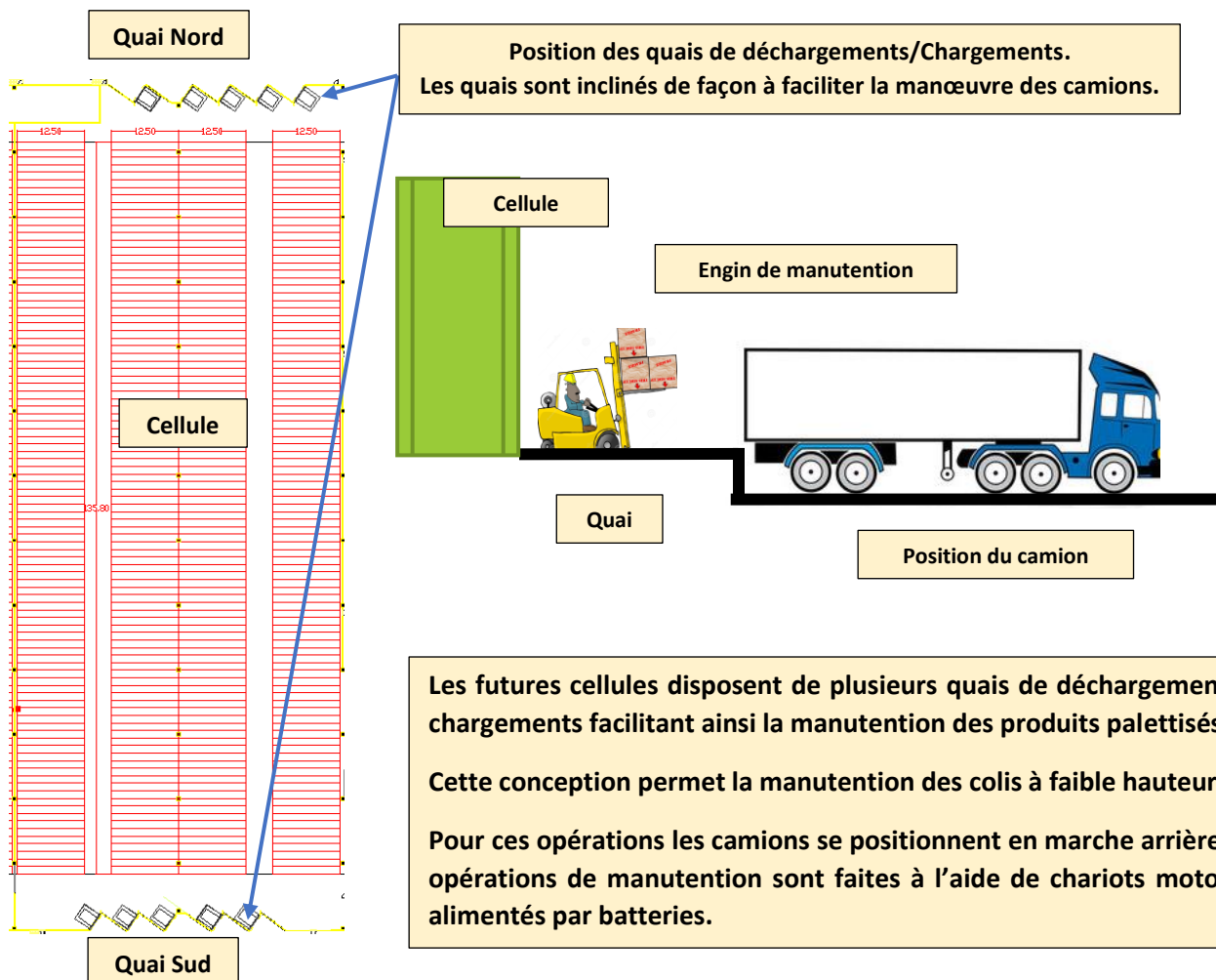
Position du camion pour une phase de chargement des produits en sacs



Zone stockage extérieur

## 6.2.2 Déchargement ou chargement des futures cellules de stockages

La conception des deux nouvelles cellules permettra l'accostage au niveau des quais d'un camion afin de faciliter son déchargement ou chargement. Cette conception contribue à la sécurité des opérations en limitant la hauteur de chute des colis, le temps de manutention, in fine le risque d'accident. Le schéma simplifié est représentatif des quais des cellules.



## 7. Présentation technique des procédés

Les silos existants ne seront pas modifiés. Toutefois, suite aux modifications et création des installations, le futur site de la société VAL DE L'ARC sera constitué de :

- 57 silos verticaux de 500 m3 de capacité unitaire (installations existantes),
- Une aire de stockage extérieure (installations existantes mais modifiées) de 3 900 m2 répartie de la manière suivante :
  - 2 îlots de 11,5 x 34,5 m ;
  - 3 îlots de 23 x 34,5 m ;
  - 4 allées de circulations de 5 m de large sur 34,5 m de long ;
- Une citerne de stockage de GPL (installation existante mais modifiée) ;
- Une station de distribution de GPL (installation existante mais modifiées) ;
- Un entrepôt couvert d'environ 18 000 m<sup>2</sup> (composé de 2 cellules et de son bloc bureaux/locaux sociaux de 244 m<sup>2</sup>,
- 63 silos verticaux de 500 m3 de capacité unitaire ;
- Un local sprinkler et sa réserve d'eau associée ;
- Un local chaufferie ;
- Un local de stockage de matériels de maintenance ;

Un bassin étanche et un bassin végétalisé pour la récupération des eaux pluviales ;

3 conteneurs maritimes servant de stockage pour le petit matériel (installations existantes).

Le local de charge des chariots électriques sera positionné dans les cellules de stockage entre les 2 cellules côté nord.

### 7.1 Les silos de stockages

Les silos de stockage (existants et les nouveaux) sont et seront en aluminium de capacité de 500 m3, et ont et auront une hauteur totale de 30 m. Ils accueillent et accueilleront uniquement des produits en vrac avec un tonnage maximal par silo de 300 tonnes.

Les silos sont et seront montés sur une structure octogonale en acier galvanisé qui est et sera supporté par une structure en béton CF2H (poteaux et poutres) ; hauteur : 9700 mm.

Les silos sont et seront entièrement fabriqués en aluminium avec les caractéristiques suivantes :

Pour le cône et le cylindre : EN AW5454 et EN AW5083

Pour la toiture : EN AW5754

Pour les brides : EN AW5454

Tubes de remplissage : EN6060

Les dimensions sont et seront :

Diamètre : 5500 mm

Hauteur cylindrique : 20000 mm

Hauteur totale : 24500 mm

La dalle de sol sous les silos est/sera étanche.

- Les silos existants sont construits en 3 îlots séparés. Un îlot de 21 silos (3 rangées de 7 silos) et 2 îlots de 18 silos (3 rangées de 6 silos). Les nouveaux silos seront construits en 3 îlots séparés de



21 silos (3 rangées de 7 silos). Les îlots sont indépendants les uns des autres afin d'éviter l'effondrement en chaîne de la structure.

- Les matériaux utilisés sont de classe A1, ce qui signifie qu'ils sont « Incombustibles ».

Le tableau ci-dessous présente la classification Française.

Classes des produits selon NF EN 13501-1 (Euroclasses)			Ancien classement
Comportement au feu	Production de fumée	Goutelettes enflammées	
A1	-	-	Incombustible
A2	s1	d0	M0
A2	s1	d	
A2	s2 s3	d0 d1	
B	s1 s2 s3	d0 d1	M1
C	s1 s2 s3	d0 d1	M2
D	s1 s2 s3	d0 d1	M3
			M4 - non gouttant
E	non applicable	d1	M4
E	non applicable	d2	Pas de classement
F	non applicable	non applicable	Pas de classement

- Le remplissage des silos s'effectue ou s'effectuera par pulsion pneumatique des camions de livraison équipés d'un compresseur. Les camions citernes sont et seront dépotés directement dans les silos sous une pression d'environ 1 bar. La durée prévue pour le dépotage est d'environ 1 heure et la quantité d'air rejeté au cours du remplissage est d'environ 1 000 m<sup>3</sup>.
- La zone de dépotage se situe ou se situera le long des silos (photo page 28),
- Les façades Nord et Sud de cette structure sont ouvertes pour passer avec les camions en dessous les silos (Photo page 29),
- Les façades Est et Ouest sont fermées avec un bardage non isolé.

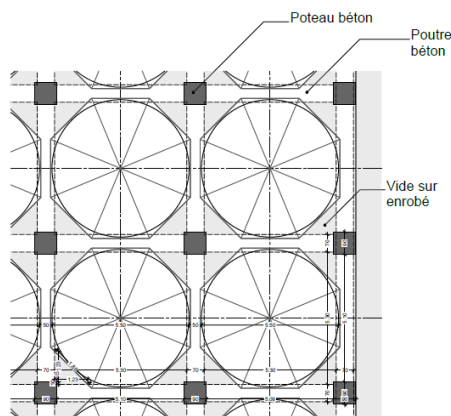
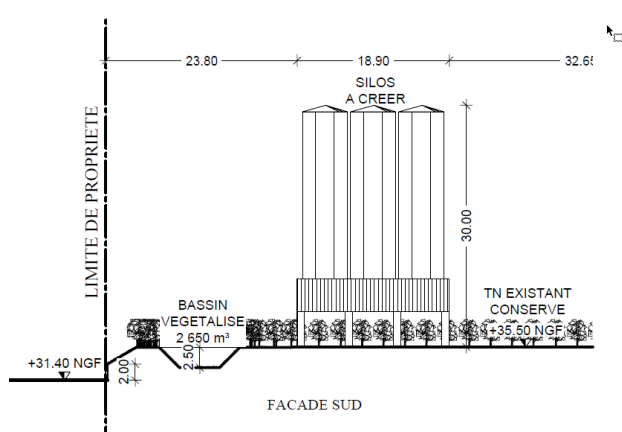


Schéma des Silos

## 7.2 Maintenances des silos

Les silos sont lavés périodiquement pour éviter toute contamination avant chaque changement de produits. L'opérateur dispose en dessous du silo d'un ensemble filtrant. Ensuite, se rend sur les toits des silos pour y introduire la tête rotative de rinçage dans le silo considéré.

Le lavage du silo terminé, la tête rotative est extraite. L'ensemble filtrant placé sous le silo est enlevé et vidé de ses granulés et de poussières dans une benne à déchets prévue à cet effet.

L'eau « est et sera » exempte de toute pollution et collecté vers le déshuileur avant d'être envoyé vers la station d'épuration de la ZAC.

Le réseau d'évacuation des eaux pluviales est équipé de 2 débourbeurs-déshuileurs placés chacun en amont du bassin étanche de récupération des eaux pluviales. Les eaux pluviales passeront ensuite par un séparateur de granules afin de s'assurer que l'eau est exempte de toute pollution avant d'être rejetée dans le réseau d'eaux pluviales de la ZAC.

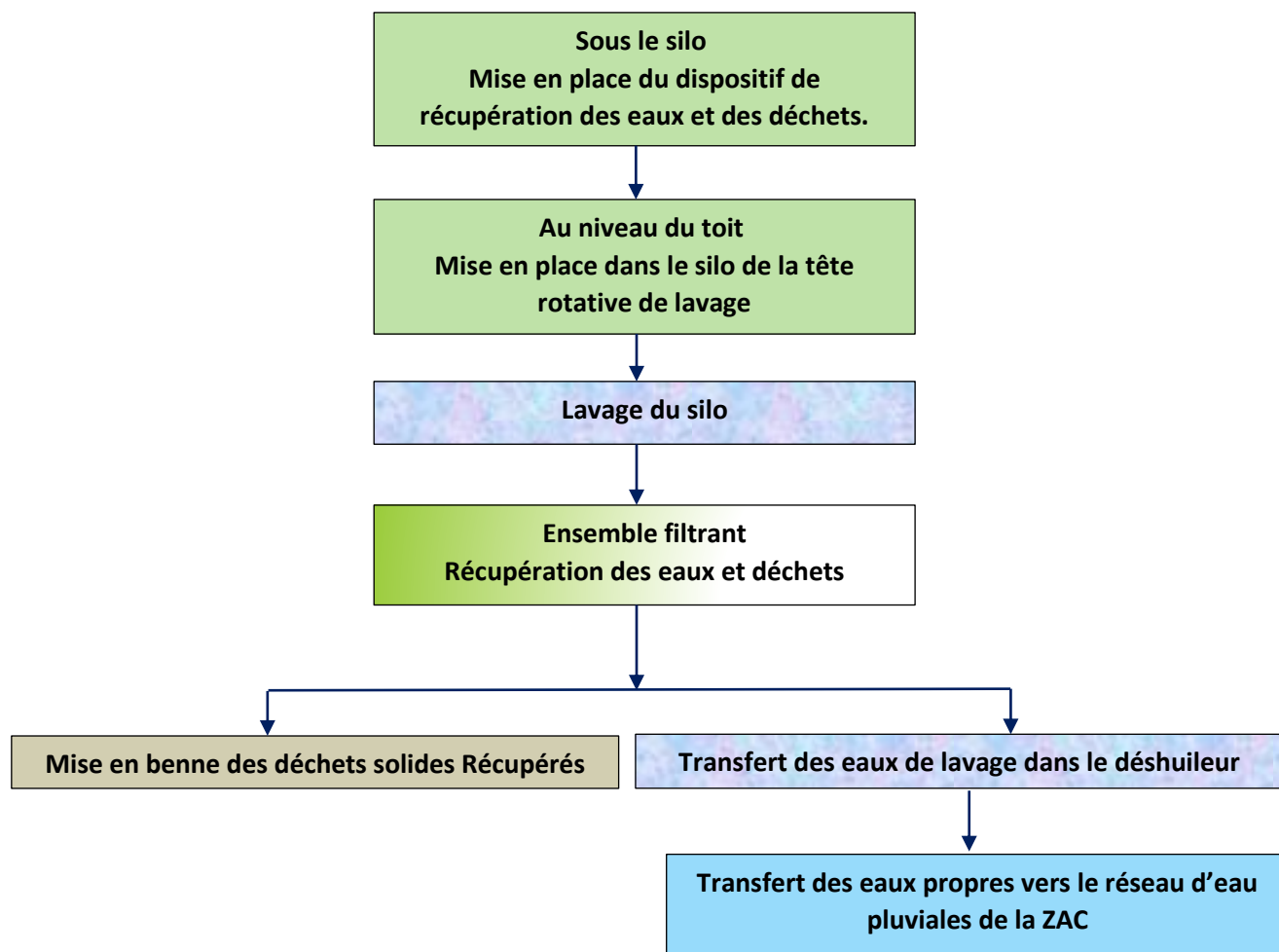
Chaque silo « est et sera » équipé en partie haute :

- D'une tuyauterie de remplissage descendant jusqu'à proximité du sol,
- D'un évent équipé d'une grille revêtue d'un filtre (tissu),
- D'un trou d'homme,
- D'un piquage pour insérer la tête rotative de lavage dans le silo pour le nettoyage de celui-ci.

Les silos ont été et seront conçus, construits et exploités selon les prescriptions des textes réglementaires de référence. Afin de garantir la conformité des installations, les dispositions constructives retenues par l'exploitant sont indiquées dans les tableaux en pages suivantes pour respecter les arrêtés suivants :

- Arrêté du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables.
- Arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## Logigramme de lavage



## 7.3 Matières stockées

Se sont et seront des matières plastiques sous forme de granulés, des matières minérales sous forme de granulés ou en état pulvérulent (exemple l'Alumine) et du PVC en état pulvérulent.

Les matières minérales (granulés ou pulvérulents) ne montrent aucun risque d'explosion des poussières.

Les matières plastiques sous forme de granulés ne montrent aucun risque d'explosion des poussières du fait que la fraction de poussière fine dans les matières plastiques sous forme granulés reçu dans les silos de Val de l'Arc est insuffisante pour former un mélange explosif. Les caractéristiques explosives dépendent de la taille des particules du produit concerné. Au-dessus d'une taille de particule d'environ 400 µm une explosion n'est plus possible.

Lorsque le produit est mélangé avec des poussières fines (particules de moins de 125 µm) c'est la fine fraction qui déterminera le comportement explosif du produit en question.

Dans le cas d'un pourcentage de poids de poussière fine de moins de 1%, le mélange n'est pas explosif. L'expérience du groupe KATOEN NATIE montre sur l'exploitation d'autres sites identiques à celui de VAL de L'ARC la présence d'aucune poussière et que le mélange poussières granulés exclut toutes situation explosive.

Concernant le stockage des produits dangereux (exclusivement stockés dans l'entrepôt), ces derniers pourront être présents dans les 2 cellules mais dans des quantités très limitées et dans leurs emballages de transport. Aucune utilisation de ceux-ci ne se fera sur le site.

## 7.4 Installations GPL et Cuve

La cuve de GPL disposée au Sud-Ouest sera déplacée au Nord-Ouest du site à proximité de la rue qui dessert l'entrée principale du site.

Un emplacement spécifique grillagé protégera l'accès. Le volume de stockage sera de 5 tonnes.

La cuve disposera de tous les systèmes de sécurité tels que des soupapes de sécurité, ensemble d'utilisation en phase gazeuse avec robinet d'isolement et limiteur de débit, double clapet de remplissage, jauge point haut, jauge transmission magnétique, clapet de reprise liquide équipé d'un limiteur de débit, orifice de purge liquide bouchonné, soutirage liquide. Le réservoir sera relié à la terre, permettant l'interconnexion avec le camion ravitailleur.

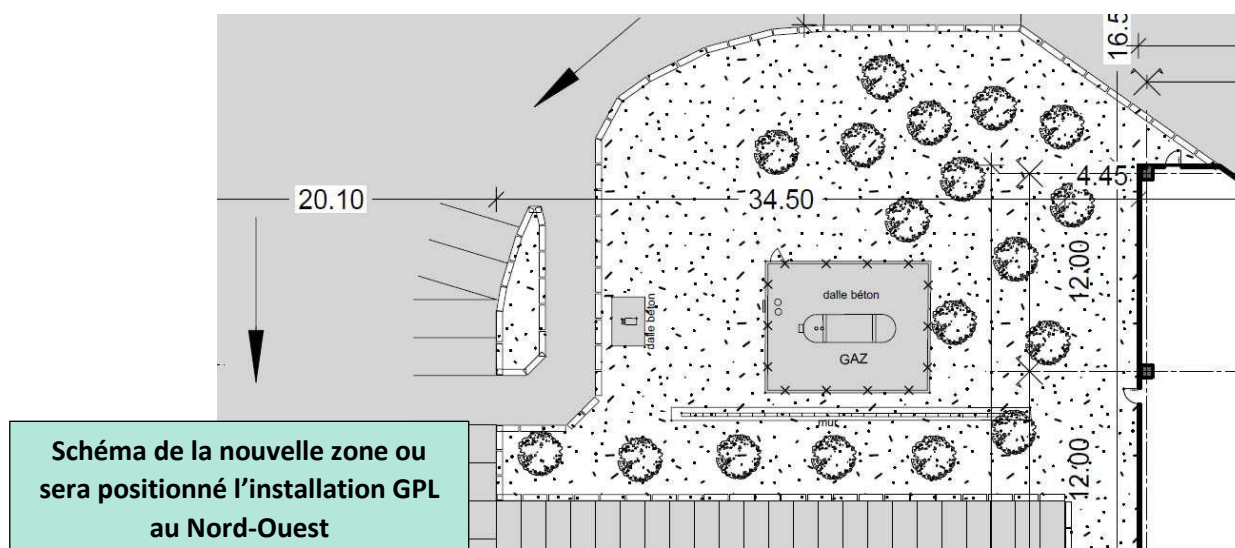
Le remplissage de la cuve est fait sur commande. L'opération de dépotage est et sera effectuée par un employé de la société de livraison, formé pour cette opération.



Cuve GPL



Poste de distribution



## 7.5 Chariots de manutention

En fin de journée les chariots de manutention fonctionnant au GPL seront stationnés à proximité des bureaux. Quant à ceux fonctionnant sur batteries électriques, ils seront stationnés dans la zone de charge situé entre les deux cellules.

## 7.6 le local Sprinkler

Ce futur local d'une surface de  $111 \text{ m}^2$ , sera positionné sur une aire étanche de  $333 \text{ m}^2$  formée par le local sprinkler, le local chaufferie et le local onduleurs (le bassin étanche de  $1000 \text{ m}^3$  sera placé en dessous des locaux techniques), à l'angle Sud-Ouest du bâtiment.

L'installation de sprinklage sera conforme aux prescriptions des règles NFPA13 ou autre référentiel équivalent.

Le local sprinkler présentera les caractéristiques de réaction et de résistance aux feux suivantes :

- Murs en maçonnerie,
- Couverture incombustible en bac acier,
- Porte donnant vers l'extérieur coupe-feu de degré 1/2 heure.

## 7.7 Le local de charge des batteries

Le site sera doté d'un local de charge qui sera disposé à l'intérieur entre les deux cellules au niveau des quais sud. La puissance maximum de courant continu utilisable pour les opérations de recharge des batteries sera de 120 kW. La puissance totale de 120 kW (étant supérieure à 50 kW), les prescriptions générales selon lesquelles le local devra être conçu et exploité sont issues de l'arrêté du 29.05.00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge) ».

Les dispositions constructives et moyens de prévention suivants seront donc mis en place pour le local, il s'agit principalement :

De l'implantation du local, des matériaux utilisés pour sa construction, de portes coupe-feu, d'évacuation des fumées, de l'accessibilité, de la ventilation, de la qualité du sol avec récupération des liquides et des moyens de d'extinction contre l'incendie.

## 7.8 Le local Chaufferie

Le site sera doté d'un local accueillant une chaudière destinée au fonctionnement des aérothermes à eau chaude ou tout autre type de chauffage réglementaire permettant de maintenir hors gel le système de sprinklage. La chaudière sera alimentée par le réseau de gaz naturel. D'une surface de  $111 \text{ m}^2$  ce local est disposé à proximité du local Sprinklers.

Compte tenu que l'installation n'est pas soumise à déclaration au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE (Puissance totale < à 2 MW), les prescriptions générales selon lesquelles le local et les installations devront être conçus et exploités sont issues de l'arrêté type du 25.07.97 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 « combustion ».

Les dispositions constructives et moyens de prévention respecteront l'arrêté du 11.04.17.

## **7.9 Les locaux électriques**

Le transformateur électrique nécessaire à l'utilisation du réseau EDF est installé dans un local situé à l'entrée du site. Le TGBT qui alimentera les nouvelles installations sera installé dans la première cellule de l'entrepôt.

## **7.10 Les utilités**

Le site est déjà raccordé aux divers réseaux de la ville. La ZAC est alimentée en eau potable, quant au site, il est également alimenté en eau brute servant essentiellement au nettoyage des silos et à l'alimentation des réseaux incendie. Les eaux usées domestiques seront évacuées vers la station d'épuration de la commune de Berre l'Etang.

## **7.11 Le réseau incendie**

Le site dispose d'un réseau qui lui est propre, qui est alimenté par le réseau incendie de la ZAC. Neuf hydrants DN 150 équipés de deux raccords 100 et 65 sont répartis de manière à couvrir la totalité de la surface clôturée du site. Sept hydrants en simultanés fournissent un débit de 1007 m<sup>3</sup>/h.

## **7.12 Alimentation Gaz**

Le site sera également alimenté en gaz de ville depuis un poste GDF qui sera situé en limite de propriété et qui permettra de détendre le gaz à la pression d'utilisation de 300 mbars.

Le gaz sera utilisé par la chaufferie de l'entrepôt destinée :

D'une part, au chauffage pour le maintien hors gel du système d'extinction, ainsi qu'au chauffage des entrepôts.

Les bureaux et locaux associés disposent de leurs propres systèmes de chauffage et climatisation.

La production d'eau chaude sanitaire se fera par le biais d'un ballon d'eau chaude solaire, dont les panneaux seront disposés en toiture.

## DEUXIEME PARTIE

Cette seconde partie présente le résumé de l'étude d'impact et de danger faite par le maître d'ouvrage. Conformément à la réglementation française, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, le maître d'ouvrage doit produire une analyse d'impact, mais aussi une analyse de dangers. Il doit non seulement exposer les dangers internes et externes, mais également avancer et justifier les mesures propres pour réduire la probabilité et les effets d'un accident, sur la base de retours d'expérience.

La société VAL de L'ARC a répondu en produisant ces deux études, qu'elle a complété dans un courrier du 25 mai 2018 adressé à la Préfecture des bouches du Rhône, suite aux demandes complémentaires sur le dossier de demande d'autorisation du 10 mars 2018 (Reference AZ/MB-DO344-2018).

Le dossier de demande d'autorisation présenté par la société VAL DE L'ARC comporte l'ensemble des documents exigés aux articles R. 181-13 à R. 181-15 et D. 181-15-1 à D. 181-15-9 du code de l'environnement.

L'accusé de réception du dossier complet a été établi le 10 janvier 2018.

Conformément aux dispositions de l'article R. 122-5 du code de l'environnement, le contenu de l'étude d'impact doit être proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet.

Bien que le risque d'un incendie sur le site et en cellule soit peu probable, le risque incendie est donc limité en probabilité,  $10^{-4}$  pour une cellule et de  $10^{-6}$  pour un incendie généralisé.



## 8. Bref rappel

La société VAL DE L'ARC a souhaité agrandir sa plateforme logistique et de stockage de produits divers situé à BERRE-L'ETANG. Ainsi, en 2001, avec la collaboration de BUREAU VERITAS, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter a été réalisé pour ledit site situé au niveau de la zone EUROFLORY PARC. Un arrêté préfectoral en date du 13.10.03 a alors été délivré à la société VAL DE L'ARC.

Suite à des contraintes propres à la société VAL DE L'ARC, le site a alors été construit, mais pas dans sa globalité.

Lors d'une visite d'inspection réalisée par la DREAL le 02.05.12, l'inspecteur a noté que le site exploité ne correspondait pas au site initialement autorisé du fait de l'absence de certaines installations et de l'évolution de certaines rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement modifiant ainsi le classement du site. Il a alors été demandé à l'exploitant de procéder à une demande d'antériorité intégrant la situation actuelle du site.

La société SAP a donc été missionnée en 2012 pour réaliser le dossier de notification des modifications apportées à la plateforme logistique, conformément à l'article R.512-33 du Code de l'Environnement et à l'article 3.1 concernant la conduite de l'exploitation de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la société ci-dessus mentionné.

Ce dossier comportait la présentation des installations réalisées, ainsi que les modifications que l'exploitant souhaitait apporter au site dans un futur proche.

Suite à l'instruction de ce dossier, un arrêté préfectoral complémentaire n°2012-429PC, en date du 29.10.12, a été délivré à la société VAL DE L'ARC.

Afin de répondre à ses arrêtés préfectoraux, la société VAL DE L'ARC a fait ensuite procéder à la réalisation de l'audit de récolement de sa plateforme logistique.

Les principales activités actuelles de la société VAL DE L'ARC sont le stockage de matières plastiques sous forme de matières premières et de produits combustibles divers.

Dans le cadre de celles-ci, et de leurs évolutions envisagées, les responsables souhaitent construire un entrepôt couvert d'environ 18 200 m<sup>2</sup> et 63 nouveaux silos de stockage, mais aussi modifier la zone de stockage extérieure existante et déplacer la citerne de GLP et son poste de distribution associé.

Pour ce faire, le site sera composé :

De 57 silos verticaux de 500 m<sup>3</sup> de capacité unitaire (installations existantes à ce jour) ;

D'un entrepôt de stockage d'environ 18 000 m<sup>2</sup> composé de 2 et d'un bloc bureaux/locaux sociaux de 244 m<sup>2</sup> (nouvelle installation) ;

D'une zone de stockage extérieure d'environ 3 900 m<sup>2</sup> (installation existante modifiée) ;

De 63 silos verticaux de 500 m<sup>3</sup> de capacité unitaire (nouvelles installations) ;

D'un local sprinkler de 111 m<sup>2</sup> et de sa réserve d'eau (nouvelles installations) ;

D'un bassin étanche et d'un bassin végétalisé pour la récupération des eaux pluviales (nouvelles installations)

D'un local chaufferie de 111 m<sup>2</sup> (nouvelles installations) ;

D'un local de stockage de matériels de maintenance (pièces détachées pour les chariots et consommables) ;

D'une citerne de GPL et de son poste de distribution associé (installations existantes modifiées).



La présente demande porte sur la construction d'un entrepôt de stockage de 2 cellules avec un bloc bureaux/locaux sociaux, d'un local sprinkler et sa réserve associée, d'un local chaufferie, d'un local de stockage de matériels de maintenance, de 63 silos verticaux, de 2 bassins de récupération des eaux pluviales, sur la modification de certaines installations existantes du site, à savoir la zone de stockage extérieure qui sera déplacée et diminuée, et la citerne de GPL avec son poste de distribution, qui seront déplacés et sur les 57 silos verticaux existants.

Les installations projetées regroupent des avantages importants pour accueillir le type d'activité présenté, ainsi qu'il sera développé plus loin dans ce dossier : une maîtrise du foncier, implantation en Zone d'Aménagement Concerté dédiée principalement aux activités artisanales et industrielles, un réseau d'eau brute dédié et dimensionné à la défense incendie, une maîtrise de la gestion des eaux pluviales, ...

Afin de faciliter la prise de connaissances du dossier par le public des informations contenues dans l'étude d'impact et l'étude de dangers constituant le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, ces études doivent faire l'objet d'un résumé non technique en application des articles R. 512-8, III et R. 512-9, II.

Ce dossier constitue donc les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

## 9. Etude d'impact

### 9.1 Les objectifs fondamentaux

Etape essentielle de l'évaluation environnementale des travaux et projets d'aménagement ;

#### 1. Concevoir un meilleur projet

Pour le maître d'ouvrage d'un projet, elle constitue le moyen de démontrer qu'il prend bien en compte les préoccupations d'environnement,

Elle doit être considérée comme un outil performant pour intégrer l'environnement dans les projets d'aménagement et donc en favoriser la conception.

- Respectueux de l'homme, des paysages et des milieux naturels,
- Soucieux d'économiser l'espace, d'épargner les espèces, de limiter la pollution de l'eau, de l'air ou des sols.

#### 2. Éclairer l'autorité administrative sur la décision à prendre

L'étude d'impact contribue à :

- **Inform**er l'autorité administrative compétente pour autoriser les travaux sur la nature et le contenu de la décision à prendre (autorisation, approbation, refus),
- **Guider** celle-ci pour définir les conditions dans lesquelles cette autorisation est donnée (mise en œuvre des mesures de suppression, de réduction et de compensation des effets dommageables, par exemple),
- **Définir** les conditions du respect des engagements pris par le maître d'ouvrage (suivi des conséquences du projet sur l'environnement pendant les phases de réalisation et d'exploitation, par exemple),

#### 3. Informer le public et le faire participer à la prise de décision

Depuis les premières ébauches du projet jusqu'à l'enquête publique, la participation active et continue du public est essentielle car elle contribue à la définition des alternatives et des variantes du projet étudié.

Pour le maître d'ouvrage, l'élaboration de l'étude d'impact constitue l'occasion d'engager le dialogue avec la population, les associations et les partenaires institutionnels.

Avant de finaliser son projet, il peut ainsi expliquer sa démarche d'intégration de l'environnement, mais aussi affirmer sa capacité à prendre en compte les préoccupations de ses interlocuteurs.

Sans rappeler ici ni le détail des obligations réglementaires, ni les méthodes ou guides d'élaboration disponibles, toute étude de dangers doit s'appuyer sur une description suffisante des installations, de leur voisinage et de leur zone d'implantation.

Elle doit présenter les mesures organisationnelles et techniques de maîtrise des risques et expliciter s'ils sont pertinents, un certain nombre de points clés fondés sur une démarche d'analyse des risques :

- Identification et caractérisation des potentiels de dangers,
- Description de l'environnement et du voisinage,
- Réduction des potentiels de dangers,
- Présentation de l'organisation de la sécurité,
- Estimation des conséquences de la concrétisation des dangers,
- Accidents et incidents survenus (accidentologie),
- Evaluation préliminaire des risques,
- Etude détaillée de réduction des risques,
- Quantification et hiérarchisation des différents scénarios en termes de gravité, de probabilité et de cinétique de développement en tenant compte de l'efficacité des mesures de prévention et de protection ;
- Evolutions et mesures d'amélioration proposées par l'exploitant,
- Résumé non technique de l'étude de dangers – Représentation cartographique.

## 9.2 Contenu de l'étude

L'étude d'impact jointe au présent dossier de demande d'autorisation d'exploiter comporte les éléments suivants :

- La présentation de l'état actuel du site et de son environnement,
- L'analyse des effets directs et indirects de l'installation sur l'environnement et l'analyse de l'origine, de la nature et de la gravité des impacts et des inconvénients susceptibles de résulter de l'exploitation.

Ledit paragraphe précise :

- La nature et la gravité des risques de pollution de l'air, de l'eau, des sols,
- La nature et le volume des déchets,
- Les conditions d'utilisation de l'eau,
- L'environnement sonore des installations,
- Le trafic engendré.

Les mesures envisagées pour réduire ou compenser les dommages potentiels sur l'environnement, ainsi que leurs coûts,

La justification des solutions retenues.

## 9.3 Etude du maître d'ouvrage

Elle Indique :

- Que le projet n'a aucune incidence sur la biodiversité,

- Que le projet n'a aucun impact sur le paysage, que les bâtiments projetés ne portent pas atteinte aux lieux avoisinants,
- Que les circuits d'adductions d'eaux sont équipés de clapets antiretours évitant toute pollution du réseau communal
- Que les eaux produites sont collectées par le réseau d'assainissement de la ZAC
- Que deux réseaux distincts permettent de gérer les eaux pluviales et celles issues du lessivage des voiries
- Que le réseau d'eau brut sert essentiellement au nettoyage des silos et à l'alimentation du réseau incendie, lesquelles sont collectées puis dirigées vers une filière adaptée,
- Que les eaux de lavage des silos sont canalisées, filtrées de façon à les séparer des déchets solides, avant d'être dirigées vers le réseau pluvial susceptible d'être pollué.
- Que l'activité du site ne génère pas de poussière
- Que les principaux équipements générateurs d'émissions sonores sont conformes aux dispositions en vigueur
- Que l'activité du site ne génère pas de vibration
- Que l'activité ne génère pas d'émission odorante et lumineuse significative
- Que les rejets atmosphériques sont principalement les gaz d'échappement
- Que le trafic de poids lourds par jour est estimé à 100 rotations soit peu significatif au trafic environnant
- Que les effets de l'activité du site n'ont pas d'impact sur la santé humaine
- Que les déchets produits seront traités suivant leurs catégories
- Qu'il n'y a aucun impact sur les zones Natura 2000 du fait que le site est de ce type de zone.

## 10. Conclusion

La présente étude d'incidence environnementale a permis de démontrer que le projet de création de nouvelles installations de stockage par la société VAL DE L'ARC aura des effets très limités sur l'environnement d'une manière générale. En effet, compte-tenu des caractéristiques du projet et des mesures de réduction qui sont prévues :

- Les effets sur l'eau seront négligeables,
- Les effets sur la qualité de l'air seront peu significatifs,
- Les effets sur les sols seront improbables,
- Les effets liés au bruit seront négligeables.

En outre, le projet n'engendrera pas de risque sur la santé des populations riveraines.

Enfin, le site étant déjà en partie en exploitation, l'impact des travaux sur la faune présente à proximité du projet sera négligeable.

## 11. Etude de Danger

Selon le principe de proportionnalité, le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de sa vulnérabilité. Ce contenu est défini par l'article R. 512-9 du Code de l'environnement :

- Description de l'environnement et du voisinage,
- Description des installations et de leur fonctionnement,
- Identification et caractérisation des potentiels de danger,
- Estimation des conséquences de la concrétisation des dangers,
- Réduction des potentiels de danger,
- Enseignements tirés du retour d'expérience (des accidents et incidents représentatifs),
- Analyse préliminaire des risques,
- Étude détaillée de réduction des risques,

- Quantification et hiérarchisation des différents scénarios en termes de gravité, de probabilité et de cinétique de développement en tenant compte de l'efficacité des mesures de prévention et de protection,
- Représentation cartographique,
- Résumé non technique de l'étude des dangers.

De même, la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 précise le contenu attendu de l'étude de dangers et apporte des éléments d'appréciation des dangers pour les installations classées soumises à autorisation.

## 11.1 Contenu de Etude

La présente étude de dangers est constituée des étapes suivantes :

- Présentation du demandeur et du contexte de rédaction ;
- Présentation générale du projet ;
- Description du site (nature et volume de l'activité, quantités des produits présents, rubriques des ICPE concernées, description du site et des installations le composant, les utilités, et organisation de l'exploitation)
- Description de l'environnement de l'établissement (lié à l'activité humaine et naturel) ;
- Identification des éléments préalables à l'analyse des risques (accidentologie, synthèse des enjeux, localisation et caractérisation des agresseurs externes potentiels, identification et analyse des potentiels de dangers) ;
- Analyse des risques (analyse préliminaire des risques, caractérisation de l'intensité des phénomènes dangereux) ;
- Caractérisation et maîtrise des accidents majeurs ;
- Détermination des moyens de prévention, de protection et d'intervention.

## 11.2 L'Etude indique

a) Risques identifiés liés aux produits sont :

- L'incendie, la pollution et la toxicité liés au stockage des produits
- L'incendie et l'explosion liés à la cuve GPL
- L'explosion lié au local charge des batterie (concentration entre 4 et 75% d'H2 dans l'air)

Le danger potentiel est lié aux produits qui sont stocké dans les installations.

La maîtrise des risques doit mettre en place les procédures adéquates, gestions des produits, plans, formations.

b) Risques identifiés liés aux activités sont :

- Dans les cellules, le stockage des produits dont les dangers sont : l'incendie, la pollution et la toxicité des fumées
- Dans les silos, le stockage des produits dont les dangers sont : l'incendie, la pollution et la toxicité des fumées
- Dans le local transformateur liés à l'huile dont les dangers sont : l'incendie suite à l'inflammation des huiles, la pollution en cas de perte du confinement

- Dans la chaufferie liée à la présence de gaz naturel dont les dangers sont l'incendie en cas d'inflammation du gaz et l'explosion
- Dans le local accumulateur les dangers sont : l'explosion H2 et pollution
- Dans le local TGBT le danger est l'incendie électrique
- Dans la station GPL les dangers sont : l'incendie et l'explosion

L'étude montre que les risques liés aux équipements ont bien été identifiés

## 12. Conclusion

L'analyse des risques liés à l'exploitation du site de la société VAL DE L'ARC a permis de mettre en évidence les scénarios d'incendie d'une cellule de stockage et de l'incendie généralisé de l'entrepôt comme scénario d'accident majorant.

L'étude de ces scénarios, conformément à l'arrêté du 29.09.05 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, a montré que :

- Les zones des effets létaux significatifs relatifs aux flux thermiques des 8 kW/m<sup>2</sup> ne sortent pas des limites de propriétés.
- Les zones des effets létaux relatifs aux flux thermiques des 5 kW/m<sup>2</sup> sont contenues dans les limites de propriétés pour le stockage de produits plastiques.
- Les zones des effets irréversibles relatifs aux flux thermiques des 5 et 3 kW/m<sup>2</sup> sortent des limites de propriété dans le cadre de stockage de palettes multiproduits et n'impactent uniquement que les voies de desserte du site et les voies internes de la ZAC.

Pour les conditions atmosphériques étudiées dans le cadre de la dispersion atmosphérique des fumées d'incendie, il n'y a pas de zones d'effets létaux ou irréversibles à hauteur d'homme.

Le site se situe en contrebas de la D113 passant à l'Est. Le profil altimétrique met en évidence que la D113 se situe à 25 m au-dessus du site. Toutefois, la distance d'éloignement entre le site et la D113 est supérieure à 300m. En conséquence, les seuils SPEL et SEI n'atteindront jamais la D113.

De plus, d'après les conclusions issues de l'application des critères d'acceptabilité des risques selon la méthodologie de Mesure de Maîtrise des Risques, **utilisée dans ce dossier par excès**, il s'avère que le scénario d'incendie d'une cellule est modéré et n'implique pas d'obligation de réduction complémentaire du risque d'accident au titre des installations classées et que le scénario d'incendie généralisé est sérieux et n'implique pas d'obligation de réduction complémentaire du risque d'accident au titre des installations classées.

Toutefois, dans un souci de respect de la réglementation applicable aux entrepôts et de facilité d'intervention des services d'incendie et de secours, de nombreuses barrières de sécurité tant techniques qu'organisationnelles seront mises en place.

### 13. Hygiène et sécurité

L'exploitant produit dans sa demande d'autorisation une notice d'hygiène et sécurité, laquelle répond aux dispositions de l'article R.512-6 du code de l'environnement.

La notice présentée fait référence aux textes suivants

Références	Libellé
Loi du 06/12/76	Relative au développement de la prévention et ses décrets d'application
Loi N° 2003-699	Dite loi risque du 30/07/2003 (Art. L230 du code du travail)
Décrets N° 47-1592 du 23/08/1947 N° 65-48 du 08/01/1965 N° 92/755 à 92-767 du 29/07/1992	Appareils de levage
Décret N° 88-405 du 21/04/88 Arrêtés du 02/01/1986 et du 18/09/1987	Ces arrêtés concernent le bruit
Décret N° 88-1056 du 14/11/1988	Prevention du risque électrique
Décret N° 92-158 du 20/02/1992	Travaux des entreprises Extérieures
Décret N° 92-765 à 92-768 du 29/07/1992 et N° 93-41 du 11/01/1993	Equipements de travail- moyens de protection -Composants de sécurité
Décret N° 92-333 du 31/03/1992	Aménagement des lieux de travail
Décret N° 92-958 du 03/09/1992	Manutention manuelles
Décret N° 92-1261 du 03/12/1992	Prévention des risques chimique
Décret N° 2001-1016 du 05-11-01	Elaboration du document unique
Décret N° 2006-892 du 19/07/2007	Prescription de sécurité et de santé applicable en cas d'exposition des travailleurs aux risques dus au bruit
Arrêté du 04/11/1993	Signalisation de sécurité
Arrêté du 26/04/1996	Protocole de sécurité au Chargement/ déchargement
Arrêté du 08/07/2003	Protection des travailleurs susceptibles d'être exposé à une atmosphère explosive
Circulaire DRT N°2001-5 du 11/11/2001	Entreprises à risques
Circulaire DRT N° 2006-10 du 14/04/2006	Sécurité des travailleurs sur les sites à risques industriels majeurs

#### 13.1 Organisation

Les opérateurs sont placés sous l'autorité du chef de la zone disposant d'une expérience dans le domaine technique en matière de manutention et logistique.

La gestion du personnel est sous la responsabilité du service des ressources humaines chargé également de la formation des salariés.

L'entretien des installations est sous la responsabilité du service de maintenance laquelle assure les contrôles périodiques.

Les heures de travail sont présentées paragraphe 6.1.1

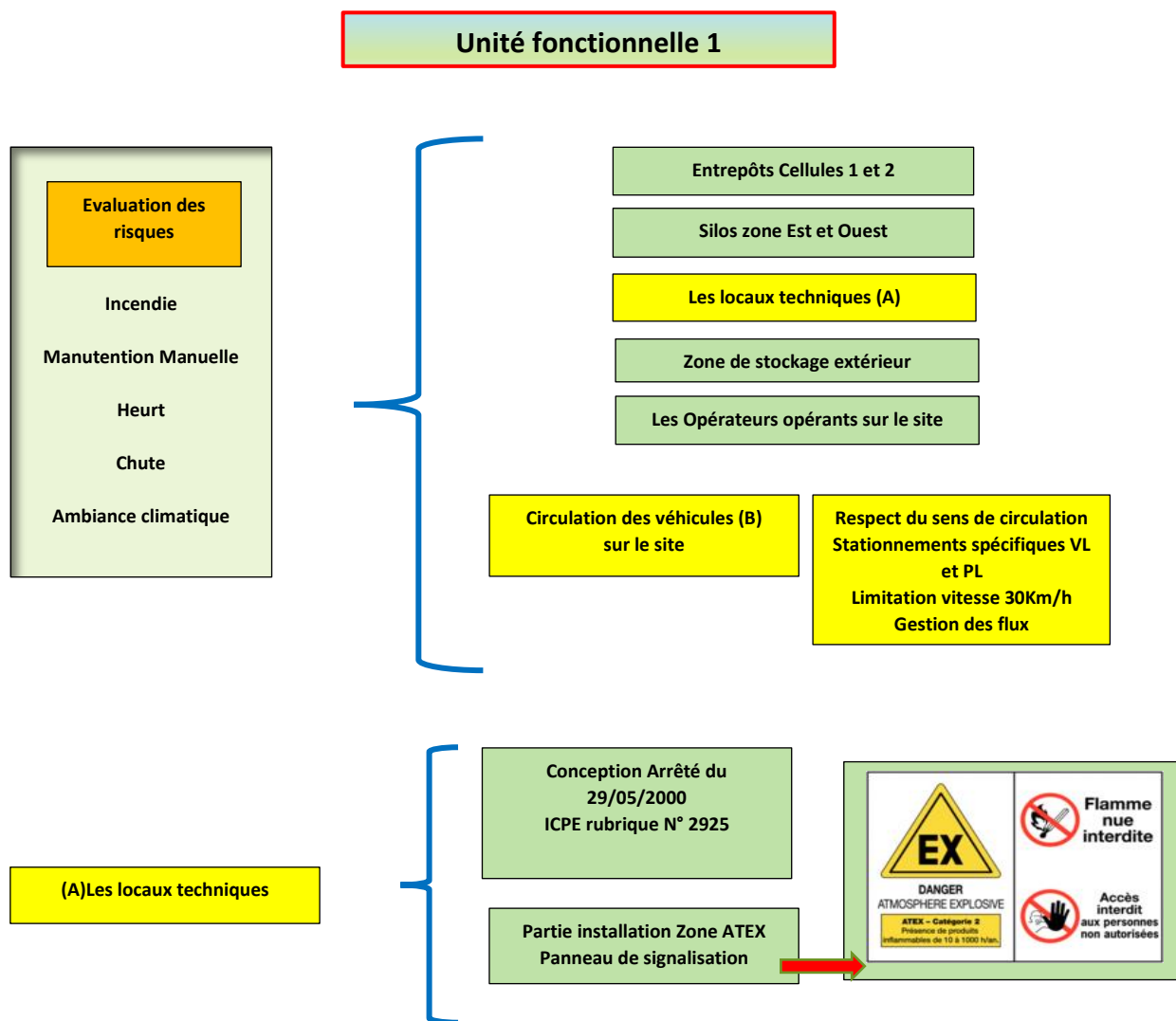
Le suivi médical du personnel est assuré par la médecine du travail. A l'embauche le salarié fera l'objet d'une visite médicale, laquelle sera renouvelée tous les 2 ans, ainsi qu'après une absence pour cause de maladie.



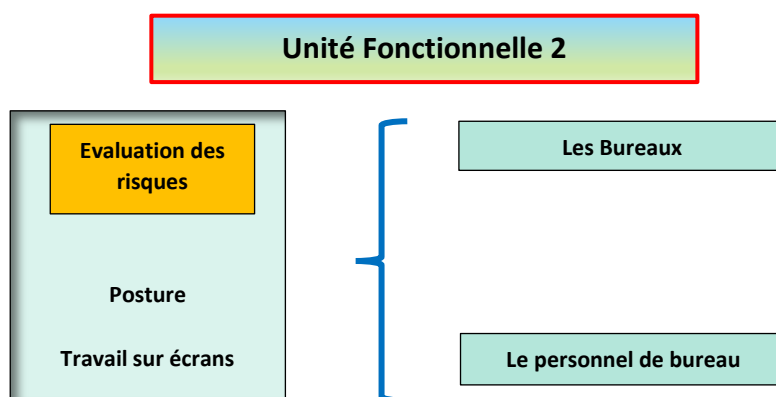
## 13.2 Evaluation et prévention

La démarche sera décrite dans le document unique tel que l'exige le décret N° 2001-1016 du 05/11/2001.

Le site se composera de deux unités fonctionnelles distinctes schématisées dans le logigramme ci-dessous, qui fait état de l'évaluation des risques associés.



Groupe	Gaz de référence	Energie minimale d'inflammation
I	Méthane	300 $\mu$ J ( $300 \cdot 10^{-6}$ J)
IIA	Propane	240 $\mu$ J ( $240 \cdot 10^{-6}$ J)
IIB	Ethylène	70 $\mu$ J ( $70 \cdot 10^{-6}$ J)
IIC	Dihydrogène et Acétylène	17 $\mu$ J ( $17 \cdot 10^{-6}$ J)

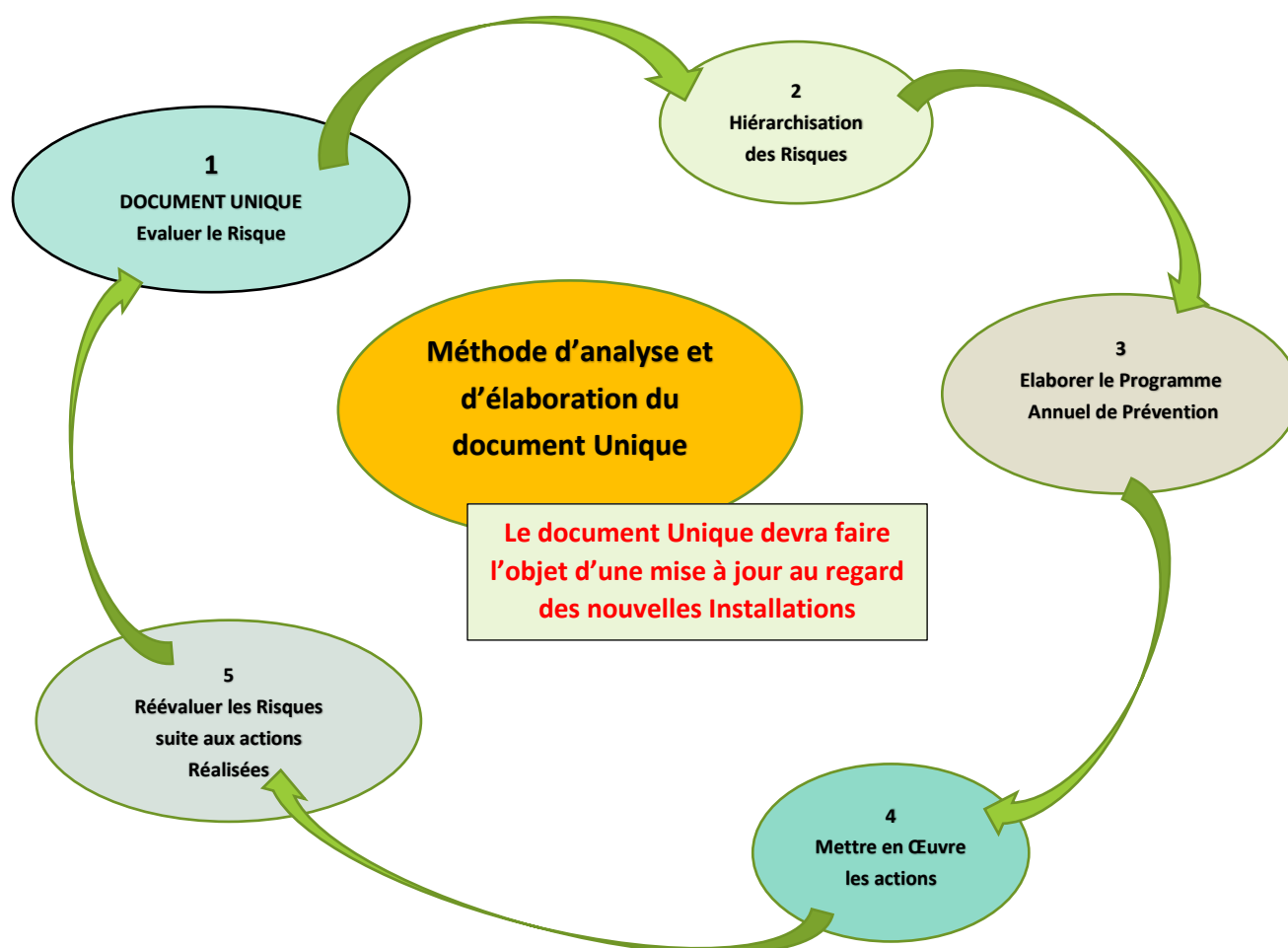


### 13.3 Document unique

#### Tableau fourni par l'Exploitant

Le site dans la version actuelle dispose d'un document unique, présenté dans le tableau ci-dessous.

Chacun des postes de travail fait l'objet d'une analyse, le risque est identifié auquel est associé une mesure de prévention et un niveau de criticité.



# Enquête Publique Société VAL DE L'ARC Berre l'Etang N° 2017-283-A

UNITE DE TRAVAIL / POSTES DE TRAVAIL	RISQUES	MESURES DE PREVENTION EXISTANTES	MESURES DE PREVENTION A METTRE EN PLACE	DELAI DE REALISATION	CRITICITE	RISQUES		
						P	F	G
<b>G coefficient de Gravité de 1 à 30</b> <b>F Coefficient de fréquence de 1 à 4</b> <b>P coefficient de pondération de 1 à 2</b>  <b>OPERATEURS CHARGEMENT VRAC PAR SILO</b>	Risque lié aux gestes et postures : douleurs lombaires...	Formation Gestes et Postures			16	2	4	2
	Risque thermique	Mise à disposition d'équipements de protection spécifique. Salle de repos / réfectoire climatisé			16	2	4	2
	Risque de chute de plain-pied : traumatismes consécutifs à un choc	Port obligatoire des chaussures de sécurité. Application des SS.			8	2	2	2
	Risque de chute de hauteur : traumatismes consécutifs à une chute de hauteur, maux de dos, paralysie, mort	Port du harnais et utilisation du stop chute obligatoire. Sensibilisation aux 3 points de fixation pour grimper en toute sécurité. Obligation d'utiliser l'échelle pour accéder aux containers.			24	3	2	4
	Risque de pincement, coupure	Port de gant obligatoire			8	2	2	2
	Risque respiratoire	Port de masque obligatoire lors de chargement de produit de type "poudre"			4	2	2	1
	Risques psychosociaux	Gestion de la communication, réunion, quart d'heure sécurité, gestion des plannings, aménagement du temps de travail, polyvalence, gestion des conflits, entretien individuel et annuel, évènements sociaux.			8	2	2	2
	Risque de chute d'objet	Port du casque obligatoire.			8	1	2	4
	Risque de renversement par un engin ou un véhicule : traumatismes consécutifs au renversement, paralysie,	Port obligatoire du chasuble fluorescent. Marquage au sol des zones piétonnes. Respect de 6 m autour des chariots (périmètre de sécurité). Audit de sécurité chariot régulier. Personnel avec CACES, casque de couleur différent. Plan de circulation			16	2	2	4
<b>POSTES DE CRAQUAGE</b>	Risque d'écrasement des opérateurs présents sur la plateforme par la palette : traumatismes consécutifs à un écrasement, maux de dos, paralysie	Taille de la plateforme adaptée à la présence de 2 opérateurs en simultanée. Entonnoir avec 2 lames à l'intérieur afin que les bras de l'opérateur ne soient pas placés sous le sac du 2nd opérateur.			18	2	3	3
	Risque lié à la manutention manuelle et aux gestes et postures : douleurs lombaires...	La palette est mise à niveau des opérateurs au fur et à mesure afin de limiter le port de charge. Entonnoir avec 2 lames à l'intérieur afin de limiter les rotations du buste de chacun des opérateurs. Formation Gestes et Postures.			18	3	3	2
	Risque thermique	Salle de repos / réfectoire climatisé			27	3	3	3
	Risques de coupure et écrasement liés à l'opération de craquage des sacs	Port de gants plus résistant obligatoire, mise à disposition d'un couteau spécial évitant toute coupure (déhousser)			18	2	3	3
	Risques psychosociaux	Gestion de la communication, réunion, quart d'heure sécurité, gestion des plannings, aménagement du temps de travail, polyvalence, gestion des conflits, entretien individuel et annuel, évènements sociaux.			8	2	2	2
	Risque de chute d'objet	Port du casque obligatoire.			8	1	2	4
	Risque de renversement par un engin ou un véhicule : traumatismes consécutifs au renversement, paralysie,	Port obligatoire du chasuble fluorescent. Marquage au sol des zones piétonnes. Respect de 6 m autour des chariots (périmètre de sécurité). Audit de sécurité chariot régulier. Personnel avec CACES, casque de couleur différent. Plan de circulation			16	2	2	4
	Risque de TMS lié à la conduite d'engin : au niveau de la nuque, épaule, région lombaire	Chariot élévateur avec siège sur suspension et pivotant d'environ ¼ de tour. Revêtement des sols entretenu régulièrement. Vitesse limitée (chariot bridé). Suivi du personnel spécifique (si gêne au dos signalée, changement de poste). Changement de poste quotidien afin de limiter la répétition.			18	3	3	2

# Enquête Publique Société VAL DE L'ARC Berre l'Etang N° 2017-283-A

UNITE DE TRAVAIL / POSTES DE TRAVAIL	RISQUES	MESURES DE PREVENTION EXISTANTES	MESURES DE PREVENTION A METTRE EN PLACE	DELAI DE REALISATION	CRITICITE			
CHARGEMENT DE CAMIONS BACHES ET/OU DE CONTENEURS	Risque de chocs avec un autre engin ou véhicule : traumatismes consécutifs au choc, paralysie	Port obligatoire du chasuble fluorescent. Prise des clés du chauffeur, pose d'une cale. Signal sonore de recul. Obligation de klaxonner. Mise en place de plots de signalisation afin de localiser les travées utilisées par l'opérateur aux autres personnes présentes sur le site. Mise en place de plots de signalisation autour du camion afin de localiser les zones de passage du chariot aux autres personnes présentes sur le site. Chariot équipé d'un gyrophare. Port de la ceinture obligatoire. Déecteur de chocs sur les chariots. Limitation de vitesse et de l'accélération (chariot bridé). Miroir parabolique dans les chariots (plus d'angle mort). Mise en place de panneau stop.	Mise en place de la Blue Light (signal lumineux de recul)		18	2	3	3
	Risque de TMS lié à la conduite d'engin : au niveau de la nuque, épaule, région lombaire	Chariot élévateur avec siège sur suspension et pivotant d'environ ¼ de tour. Revêtement des sols entretenu régulièrement. Vitesse limitée (chariot bridé). Suivi du personnel spécifique (si gêne au dos signalée, changement de poste). Changement de poste quotidien afin de limiter la répétition.			27	3	3	3
	Risque lié au bruit : Fatigue mentale, ...	Mise à disposition de bouchons anti-bruit.			12	2	3	2
	Risque de pincement, coupure	Port de gant obligatoire			4	2	1	2
	Risques psychosociaux	Gestion de la communication, réunion, quart d'heure sécurité, gestion des plannings, aménagement du temps de travail, polyvalence, gestion des conflits, entretien individuel et annuel, évènements sociaux.			8	2	2	2
	Risque thermique	Mise à disposition d'équipements de protection spécifique. Chariot élévateur chauffé. Salle de repos / réfectoire climatisé			12	2	3	2
	Risque de chute de plain-pied : traumatismes consécutifs à un choc.	Port obligatoire des chaussures de sécurité. Application des 5S.			6	3	1	2
LAVAGE ET NETTOYAGE DES SILOS	Risque de chute de hauteur depuis le toit des silos : traumatismes consécutifs à une chute de hauteur, maux de dos, paralysie, mort	Le toit des silos est équipé de garde-corps. Toujours monter à 2 avec talkie. Visite médicale sans contre-indication pour le travail en hauteur.			12	3	1	4
	Risque Météorologique : Grand vent, Orage	Pas de travail en hauteur avec plus de 60km de vent en rafale.			16	2	2	4
	Risques psychosociaux	Gestion de la communication, réunion, quart d'heure sécurité, gestion des plannings, aménagement du temps de travail, polyvalence, gestion des conflits, entretien individuel et annuel, évènements sociaux.			8	2	2	2
	Risque de chute d'objet	Port du casque obligatoire.			8	1	2	4
	Risque de chute de plain-pied : traumatismes consécutifs à un choc	Port obligatoire des chaussures de sécurité. Application des 5S.			6	3	1	2
	Risque de pincement, coupure	Port de gant obligatoire			4	2	1	2
	Risque lié à la manutention manuelle et aux gestes et postures : douleurs lombaires...	Formation Gestes et Postures			6	3	1	2
NETTOYAGE DES AIRES DE STOCKAGE	Risque de chute de plain-pied : traumatismes consécutifs à un choc	Port obligatoire des chaussures de sécurité. Application des 5S.			12	3	2	2
	Risque thermique	Salle de repos / réfectoire climatisé			12	2	3	2
	Risque de pincement, coupure et traumatisme des membres supérieurs	Port de gants de protection			6	2	3	1
	Risque de chute d'objet	Port du casque obligatoire.			8	1	2	4
	Risques psychosociaux	Gestion de la communication, réunion, quart d'heure sécurité, gestion des plannings, aménagement du temps de travail, polyvalence, gestion des conflits, entretien individuel et annuel, évènements sociaux.			8	2	2	2
	Risque de TMS lié à la conduite d'engin : au niveau de la nuque, épaule, région lombaire	Chariot élévateur avec siège sur suspension et pivotant d'environ ¼ de tour. Revêtement des sols entretenu régulièrement. Vitesse limitée (chariot bridé). Suivi du personnel spécifique (si gêne au dos signalée, changement de poste). Changement de poste quotidien afin de limiter la répétition.			18	3	2	3

# Enquête Publique Société VAL DE L'ARC Berre l'Etang N° 2017-283-A

NETTOYAGE DES AIRES DE STOCKAGE	Risque de chocs avec un autre engin ou véhicule : traumatismes consécutifs au choc, paralysie	Klaxon, gyrophare, phares, EPI, chasuble fluorescent. Consigne d'utiliser la machine avec peu de coactivité ou début/fin de journée			12	2	2	3
	Risque de renversement par un engin ou un véhicule : traumatismes consécutifs au renversement, paralysie,	Port obligatoire du chasuble fluorescent. Plan de circulation. Respect de 6 m autour des chariots (périmètre de sécurité). Audit de sécurité chariot régulier. Personnel avec CACES, casque de couleur différent.			16	2	2	4
CHEFS DE QUAI ET CHEFS D'EQUIPE	Risque de chocs avec un autre engin ou véhicule : traumatismes consécutifs au choc, paralysie	Les véhicules doivent donner la priorité aux chariots. Plan de circulation. Obligation de klaxonner. Port de la ceinture obligatoire.			9	3	1	3
	Risque de chute de plain-pied : traumatismes consécutifs à un choc	Port obligatoire des chaussures de sécurité. Application des 5S.			12	3	2	2
	Risque de pincement, coupure et traumatisme des membres supérieurs	Port de gants de protection			6	3	1	2
	Risques psychosociaux	Gestion de la communication, réunion, quart d'heure sécurité, gestion des plannings, aménagement du temps de travail, polyvalence, gestion des conflits, entretien individuel et annuel, évènements sociaux.			16	2	2	4
	Risque lié à la manutention manuelle et aux gestes et postures : douleurs lombaires...	Formation Gestes et Postures			4	2	2	1
	Risque de chute d'objet	Port du casque obligatoire.			8	1	2	4
	Risque d'agression physique : traumatismes consécutifs à une agression humaine	Appel d'une autre personne pour gérer le conflit à 2.			12	2	3	2
	Risque thermique	Salle de repos / réfectoire climatisé			12	2	3	2
UNITE DE TRAVAIL / POSTES DE TRAVAIL	RISQUES	MESURES DE PREVENTION EXISTANTES	MESURES DE PREVENTION A METTRE EN PLACE	DELAI DE REALISATION	CRITICITE			
SERVICE ADMINISTRATIF LOGISTIQUE	Risque lié à la manutention manuelle et aux gestes et postures : douleurs lombaires...	Formation Gestes et Postures			4	2	2	1
	Fatigue visuelle : maux de tête, myopie temporaire, picotements, éblouissements				18	3	2	3
	Risque de TMS : au niveau de la nuque, épaule, région lombaire, poignets et mains	Formation Gestes et Postures.	Utilisation de coussins pour les poignées		12	3	4	1
	Risques psychosociaux	Gestion de la communication, réunion, quart d'heure sécurité, gestion des plannings, aménagement du temps de travail, polyvalence, gestion des conflits, entretien individuel et annuel, évènements sociaux.			8	2	2	2
	Risque de chute de plain-pied : traumatismes consécutifs à un choc	Port obligatoire des chaussures de sécurité. Application des 5S.			12	2	3	2
	Risque lié à l'organisation, et à la charge mentale				12	3	4	1
SERVICE ADMINISTRATIF PERSONNEL ENCADRANT	Risque lié à l'organisation, et à la charge mentale	Planning. Réunion de travail de l'encadrement.			24	3	4	2
	Risque de renversement par un engin ou un véhicule : traumatismes consécutifs au renversement, paralysie,	Port obligatoire du chasuble fluorescent. Plan de circulation. Respect de 6 m autour des chariots (périmètre de sécurité).			16	2	2	4
	Risques psychosociaux	Gestion de la communication, réunion, quart d'heure sécurité, gestion des plannings, aménagement du temps de travail, polyvalence, gestion des conflits, entretien individuel et annuel, évènements sociaux.			16	2	4	2
	Risque de TMS : au niveau de la nuque, épaule, région lombaire, poignets et mains	Formation Gestes et Postures.	Utilisation de coussins pour les poignées		12	3	4	1
	Risque de chute de plain-pied : traumatismes consécutifs à un choc	Port obligatoire des chaussures de sécurité. Application des 5S.			12	2	3	2

## 13.4 Conclusion

L'analyse produite par l'exploitant respecte bien les différentes prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et la sécurité.

Le document unique existant présenté ci-dessus fait état de l'inventaire des risques identifiés spécifiques aux installations et activités du site actuel. Ce document devra être complété au regard des nouvelles installations et activités, objet de la demande d'extension.

**Sans être exhaustif, les compléments qui demande d'être analysés pour le nouveau document unique sont :**

- Les cellules
- Le local chaufferie
- Le local charge batteries « Zone ATEX ».



## TROISIEME PARTIE

Cette troisième partie présente comment l'enquête a été organisée et son déroulement, notamment sur les lieux des permanences mais aussi des rencontres avec, la préfecture, le porteur de projet, les mairies et les échanges téléphoniques avec plusieurs services de l'état, SDIS, DREAL...



## 14. Désignation du commissaire enquêteur

Sur demande du Préfet des Bouches-du-Rhône, le Président du tribunal administratif de Marseille a désigné Monsieur Jean-Claude CICCARELLO en qualité de commissaire enquêteur, décision du 22/02/2019 N° E19000033/13 figurant en annexe.

Lequel a déclaré le 06/03/2019 sur l'honneur ne pas être intéressé à l'opération à titre personnel ou en raison de ses fonctions actuelles ou passées.

## 15. Modalité et déroulement de l'enquête

Les modalités de l'enquête ont été définies en concertation avec les services de la Préfecture des Bouches-du-Rhône. Elles ont fait l'objet de l'arrêté préfectoral N° 2017-283-A.

- **Durée** : du 08 avril 2019 au 10 mai 2019 inclus, clos à 24h00 du fait que le public pouvait poster leurs remarques et observations sur l'adresse électronique de la Préfecture.
- **Lieux** : Mairie Berre l'Etang (siège de l'enquête), Mairie Rognac, Mairie la Fare Les Oliviers et Mairie Velaux
- **Permanences du commissaire enquêteur** : Les jours et la durée des permanences ont été convenus avec la préfecture en fonction des horaires d'ouvertures des mairies et sont présentés dans le tableau ci-dessous.

### 15.1 Horaires

Enquête publique VAL de l'ARC								
Période du lundi 08 avril 2019 au vendredi 10 mai 2019 inclus								
Horaires des Mairies								
Lieux	Berre l'Etang		La Fare les Oliviers		Velaux		Rognac	
Jours	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi
Lundi	8h30-12h30	14h00-17h00	Fermé	Fermé	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Mardi	8h30-12h30	Fermé	9h00-12h00	14h00-17h00	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Mercredi	8h30-12h30	14h00-17h00	Fermé	Fermé	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Jeudi	8h30-12h30	Fermé	9h00-12h00	Fermé	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Vendredi	8h30-12h30	14h00-17h00	9h00-12h00	Fermé	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Planning des permanences Commissaire Enquêteur								
JC CICCARELLO								
Lundi	08-04-2019 8h30-12h30							
Mardi					16-04-2019 8h00-12h00			
Mercredi								
Jeudi			11-04-2019 9h00-12h00				18-04-2019 9h00-12h00	
Vendredi	10-05-2019 8h30-12h30							















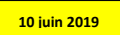
L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions, aucun fait notable n'a été remarqué pouvant donner lieu à être signalé.

S'agissant de la remise du rapport et des conclusions motivées, il fut noté que les dossiers seront remis 30 jours à compter de la clôture de l'enquête publique soit le 10 juin 2019.

- Un document relatif au procès-verbal de synthèse a été présenté au responsable du projet, lors d'une rencontre, dans la huitaine suivant la clôture de l'enquête, cela s'est fait le 17 mai 2019 dans les locaux VAL de l'ARC.
- Un document relatif aux conclusions motivées est constitué de deux dossiers séparés l'un spécifique au titre des ICPE, l'autre au titre de l'urbanisme.

## 15.2 Planning de l'enquête

Le commissaire enquêteur a fixé un planning des tâches lequel clôture la durée d'instruction au 10 juin 2019.

Mois	Février	Mars	Avril		Mai		Juin	
Quinzaine			15 jours	15 jours	15 jours	15 jours	15 jours	15 jours
<b>Phase de l'enquête « Préparation »</b>								
Réunions-discussions								
Préfectures								
Porteur de projet								
DREAL								
Les mairies								
<b>Phase de l'enquête « Analyse et élaborations des dossiers »</b>								
Permanences mairies								
Analyse des registres								
PV de synthèse								
Retour porteur de projet PV de synthèse								
Prise en compte remarque PV de synthèse								
Rédaction du rapport et Rédaction Finale du rapport								
Imprimerie Reprographie								
Remise rapport Préfecture -TA-mairie principale et porteur de projet								

## 16. Contact préalable et durant le déroulement de l'enquête

### a) Réunion avec la préfecture des Bouches du Rhône

En vue de préparer l'enquête publique, portant sur les modifications des installations de stockage existante de la société VAL de L'ARC, une réunion a lieu le 28 février 2019 avec le service de la préfecture, le commissaire enquêteur a pris connaissance du dossier dont un exemplaire lui a été remis. A la suite, plusieurs échanges téléphoniques ou par courriers électroniques entre le commissaire enquêteur et Madame Brigitte OUKI assistante de direction, ont eu lieu.

**b) Réunion avec l'industriel « maître d'ouvrage »**

En accord avec le maître d'ouvrage le commissaire enquêteur s'est rendu sur les lieux. La visite a été organisé par monsieur Hendrik VAN HOEYWEGHEN « responsable du site » elle s'est tenue le 04/04/2019.

Sous sa responsabilité, l'ensemble du site a été visité, suivi d'une discussion dans les bureaux de la société. Les échanges ont permis de mieux resituer le projet d'extension dans le contexte des installations existantes.

Le service de la Préfecture en charge de l'instruction du dossier a été préalablement informé. Le commissaire enquêteur a rendu compte de cette visite.

17 mai 2019 le commissaire enquêteur s'est rendu sur le site de VAL de l'ARC afin de remettre le PV de synthèse. Le document a été présenté à monsieur Hendrik VAN HOEYWEGHEN, lequel s'est engagé à répondre aux remarques et observations, c'est ce qu'il a fait par retour d'un courrier en date du 22 mai 2019 auquel était joint l'ensemble de ses réponses (voir Procès-Verbal de synthèse).

**c) Réunion téléphonique avec la DREAL**

Le 08/03/2019 entretien téléphonique entre le commissaire enquêteur et Monsieur Pierre GASQUY chef de la subdivision de la DREAL de Martigues a permis de mieux cerner le risque industriel liés à l'extension des installations déjà existantes. D'autres échanges téléphoniques ont eu lieu concernant plusieurs points du projet d'extension, notamment en ce qui concerne l'avis de la Mairie de Rognac.

**d) Echanges téléphonique avec l'industriel « Maître d'Ouvrage-Porteur de projet »**

Plusieurs échanges téléphoniques avec monsieur Hendrik VAN HOEYWEGHEN ont permis de répondre à un certain nombre de question issu de la lecture du dossier, dossier qui se compose de plusieurs rapports techniques. Ces échanges ont facilité à la compréhension des dossiers et des opérations d'exploitations, qui ont permis au commissaire enquêteur d'élaborer plusieurs logigrammes.

**e) Echange avec la direction départementale des routes, 42 Route de St Pierre Martigues,**

Les questions posées par le public qui concernent le trafic routier sur la zone considérée autour de Berre l'Etang et plus précisément proche du site VAL de l'ARC, ont conduit le commissaire enquêteur à se rapprocher de cette direction. Plusieurs échanges sur le sujet ont eu lieu entre autres avec Monsieur BESSON. En date du 24 avril 2019 le commissaire enquêteur adresse un courrier à cette direction lui demandant de lui communiquer l'état du trafic autour de cette zone.

Le chef de service Monsieur Jean-François GALIONE répond au commissaire enquêteur par mail en date du 03 Mai 2019 auquel la carte du trafic est jointe.

**f) Echange téléphonique avec le service urbanisme de Berre l'Etang**

Plusieurs échanges avec ce service ont eu lieu, notamment avec monsieur Frédéric GOMEZ et Madame Emeline SQUARATTI au sujet du trafic routier, laquelle n'a pas trouvé dans le SCoT la valeur de 3%. Concernant le dossier du permis de construire, le commissaire enquêteur a échangé de nombreuses fois avec madame Carole PICO instructeur.

#### **g) Echange avec la Mairie de Rognac**

Concernant le trafic routier et la position défavorable du conseil municipal vis à vis du projet d'extension VAL de l'ARC, le commissaire enquêteur a échangé téléphoniquement de nombreuses fois avec le service technique. Dans son mail du 09 mai 2019 le commissaire enquêteur demande des précisions sur les dires du conseil municipal plus précisément sur les prescriptions du SCoT, **sur la valeur de 3%.**

En réponse, mail du 09 mai 2019, monsieur David GRAVEL chef du service répond ne pas trouver les informations. A ce jour la mairie de Rognac n'a toujours pas répondu aux dires actés dans le délibéré du conseil municipal. Le 14 mai 2019 le commissaire enquêteur s'est rendu dans toutes les mairies pour récupérer les registres de l'enquête. La collaboratrice de Monsieur David GRAVEL confirme que son service n'a toujours pas de réponse à apporter concernant la valeur de 3% fixé par le SCoT tel qu'énoncé dans le document du délibéré. Cette valeur est introuvable.

#### **h) Echange avec le service Biodiversité de la DREAL/PACA**

Dans le cadre de l'étude d'impact, le commissaire enquêteur c'est rapproché de ce service afin d'obtenir plus de précision. Monsieur Ludovic AZIBI a répondu téléphoniquement aux questionnements du commissaire enquêteur.

#### **i) Récupération des registres d'enquête**

Le mardi 14 mai 2019 le commissaire enquêteur s'est rendu dans chacune des mairies récupérer uniquement les 4 registres.

Comme pour les autres déplacements cela lui a permis de vérifier la densité du trafic routier autour de Berre l'Etang, notamment sur la D113, la D21f, le rond-point D21D/D21f et le rond-point D113/D21f. Il en a profité pour faire plusieurs photos des axes routiers, lesquelles sont présentées dans ce rapport.

## **17. Registres**

Les registres ont été préalablement transmis par la préfecture aux mairies concernées et mis à disposition du public dès le 08/04/2019 et durant toute la durée de l'enquête.

Du 08/04/2019 au 10/05/2019 les observations sur ce projet pouvaient être consignées sur les 4 registres disponibles dans chacune des quatre mairies.

Les horaires d'ouvertures et fermetures ainsi que les dates de permanences dans les mairies ont fait l'objet de publicité sur les journaux locaux mais également sur les panneaux d'affichages de chacune d'elles.

*Annexe les certificats d'affichages et copie des publicités*

## 18. Correspondances, informations

Les personnes ne pouvant se déplacer avaient la faculté d'adresser leurs observations par voie postale en mairie principale siège de l'enquête « BERRE l'ETANG » exclusivement, ou bien par courriels à l'adresse suivante mise en place par la préfecture : [pref-ep-valdelarc@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:pref-ep-valdelarc@bouches-du-rhone.gouv.fr).

Les observations déposées par le public sur cette adresse sont automatiquement déposées sur l'adresse mail du commissaire enquêteur. L'essai de fonctionnement avait été testé, entre le service de la préfecture et le commissaire enquêteur le 08 avril 2019, qui s'est révélé satisfaisant.

Pour être complet dans le recueil de observations, le public avait la possibilité d'adresser par voie postale ou de les transmettre à la mairie de BERRE l'ETANG, siège de l'enquête.

Les observations du public étaient consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête dans le respect et les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration. Il est bon de signaler l'avantage de la mise à disposition de cette adresse électronique, de manière à ce que le public puisse déposer ses requêtes y compris en dehors des heures ouvrables des mairies et ce jusqu'au 10 mai 2019 minuit.

## 19. Condition matérielle de l'enquête

### 19.1 Mairie de Berre l'Etang

La mairie a mis à disposition du commissaire enquêteur la salle de réunion du service urbanisme. Le 08/04/2019 premier jour des permanences, l'ensemble des documents était prêt et disposé par le commissaire enquêteur dans la salle, l'accueil du public n'appelle aucun commentaire, les lieux étaient suffisamment spacieux et conviviaux.

La personne désignée comme correspondante était monsieur Frédéric GOMEZ , disponible chaque fois que nécessaire, le commissaire enquêteur le remercie, ainsi que madame Carole PICO instructeur.





## 19.2 Mairie la Fare les Oliviers

La mairie a mis à disposition du commissaire enquêteur un bureau voisin de celui du chef du service urbanisme, laquelle avait préalablement préparé les lieux pour la seconde journée des permanences du 11/04/2019. La permanence s'est déroulée dans locaux des services techniques. L'accueil du public n'appelle aucun commentaire, les lieux étaient suffisamment spacieux et conviviaux. Madame E. MANSY chef du service était disponible chaque fois que nécessaire. Le commissaire enquêteur tient à la remercier.



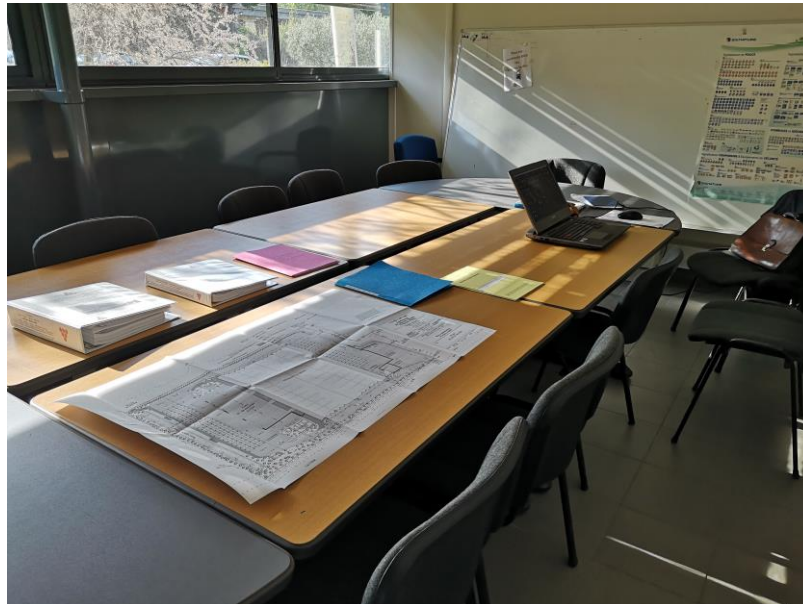
## 19.3 Mairie de Velaux

La mairie a mis à disposition du commissaire enquêteur la salle de réception du public. Le 16/04/2019 troisième permanence, l'ensemble des documents était prêt, disposé dans la salle par le commissaire enquêteur, l'accueil du public n'appelle aucun commentaire, les lieux étaient suffisamment spacieux et conviviaux. La personne responsable de la communication et de l'accueil ont permis au commissaire enquêteur de s'installer, il tient à les remercier pour leur accueil et disponibilité.



## 19.4 Mairie de ROGNAC

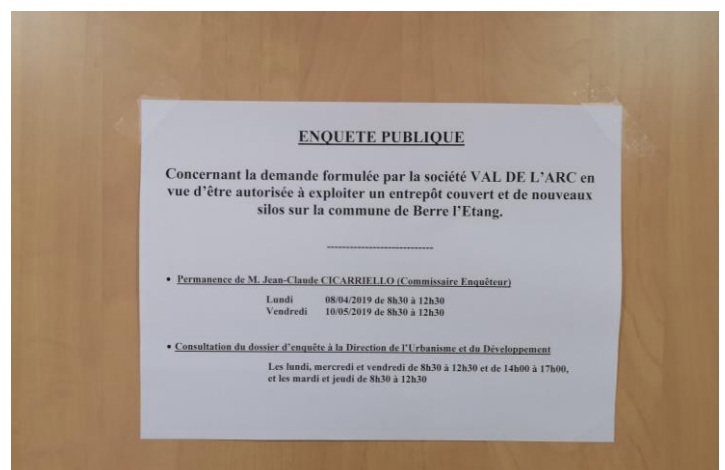
La mairie a mis à disposition du commissaire enquêteur la salle de réunion du service urbanisme. Le 18/04/2019 quatrième permanence, l'ensemble des documents était prêt, disposé dans la salle par le commissaire enquêteur, l'accueil du public n'appelle aucun commentaire, les lieux étaient suffisamment spacieux et conviviaux. Le chef du service monsieur David GRAVEL ainsi que sa collaboratrice étaient disponibles chaque fois que nécessaire. Le commissaire enquêteur tient à les remercier.



## 19.5 Mairie de Berre l'Etang

La mairie a mis à disposition du commissaire enquêteur la salle de réunion du service urbanisme. Le 10/05/2019 dernier jour des permanences, l'ensemble des documents était prêt, disposé dans la salle par le commissaire enquêteur, l'accueil du public n'appelle aucun commentaire.

La personne désignée comme correspondante du commissaire enquêteur monsieur Frédéric GOMEZ était disponible chaque fois que nécessaire, il en était de même pour madame Carole PICO instructeur. Le commissaire enquêteur tient à les remercier.



## 20. Composition du dossier d'enquête

En application de l'article L123-6 CE, le dossier soumis à enquête unique doit comporter les pièces ou éléments exigés au titre des chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du projet. Les documents composant le dossier sont conformes et complets.

### 20.1 Les pièces composant le dossier

Dossiers mis à disposition du public et du commissaire enquêteur sont rassemblés dans deux classeurs

#### 1- Classeur 1/2

Référence 17040470/ASS/VAL DE L'ARC/DDAE

Indice :C

Date de création : 01/08/2017

Date de révision : 30/03/2018

#### Tableau des modifications

Date	Version/Modification	Indice
01-08-2017	Dossier initial	0
05-09-2017	Intégration des éléments transmis par l'exploitant ainsi que des demandes complémentaires émises par la DREAL et le SDIS lors de la réunion du 31.08.17.	A
30-10-2017	Intégration des éléments complémentaires demandés par la DREAL suite à la réunion du 24.10.17.	B
30-03-2018	Intégration des éléments complémentaires demandés par la DREAL en date du 10.03.18	C

#### 1) Dossier de Demande d'autorisation d'exploiter

Ce dossier se compose de 13 pages, il fait état des pièces à joindre au dossier de demande d'autorisation environnementale -Décrets N° 2017-81 et 2017-82 du 26 janvier 2017.

Le domaine concerné ICPE premier alinéa du 2° de l'article L.181-1

#### 2) NOTICE GENERALE DE RENSEIGNEMENTS

Cette partie du dossier se compose de 84 pages indice c du 30-03-2018. Les textes applicables au dossier de demande sont codifiés aux articles L.511-1 et suivants du code de l'environnement en vigueur, soit 9 arrêts et 9 circulaires.

#### 3) RESUME NON TECHNIQUES DE L'ETUDE D'IMPACT ET DE DANGERS

Ce dossier se compose de 47 pages indice C du 30-03-2018

#### 4) L'ETUDE D'IMPACT

Ce dossier se compose de 62 pages indice C du 30-03-2018. L'étude d'impact est réalisée conformément aux articles R512-6 à R 512- 10 du code de l'environnement.

#### 5) ETUDE DE DANGER

Ce dossier se compose 120 pages indice c du 30-03-2018.l'étude de danger a été réalisée conformément aux articles R.512-2 à R. 512-4 du code de l'environnement pris en application des articles L.142-2, L.511-1 à L.515-5 et L.515-7 à L517-2 du code de l'environnement. Ainsi que des rubriques 1510-1530-1532-2662 et 2663 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ICPE.

**6) NOTICE D'HYGIENE ET SECURITE**

Ce dossier se compose 14 pages indice C du 30-03-2018. La notice d'hygiène et sécurité répond en cela aux dispositions de l'article R. 512-6 du code de l'environnement.

**7) NOTES COMPLEMENTAIRES****a) Courrier de référence courrier du 10 mars 2018**

En réponse au courrier du 10 mars 2018, l'industriel répond aux 15 remarques de l'UD 13 (DREAL), 6 remarques formulées par le SDIS et 3 par la DDTM.

Nota :

L'analyse comparative entre les remarques et les réponses du porteur de projet montre que ce dernier a parfaitement répondu par leur prise en compte dans les notes mises à l'indice C indiqué en bleu.

**b) Avis de la mission régionale d'Autorité environnementale n°MRAe-2018-1997**

Le document produit par la MRAe est constitué de 13 pages lequel fait état de 7 recommandations à prendre en compte dans le dossier relatif à l'étude d'impact.

En réponse du 15-11-2018 le porteur de projet répond de façon satisfaisante aux 7 recommandations.

**c) Les avis**

Au dossier sont également associés les avis des différents organismes listés ci-après.

Organisme	Références	Date	Commentaires
Affaire culturelles	N° 2017-283A	10-01-2018	Le porteur de projet doit impérativement prévenir le Préfet en cas de découvertes de vestige archéologiques.
Agences Régionale de santé PACA	DT13/SE/ERS/VAL DE L'ARC	02-2-2018	Pas de commentaire particulier
DDTM	Courriel	26-02-2018	Conclu au Respect des dispositions d'urbanisme
Institut National de l'Origine et de la Qualité	25-01-2018		
Institut National de l'Origine et de la Qualité	X	25-01-2018	Les points complémentaires demandés ont fait l'objet d'une réponse dans le dossier de réponse produit en date du 15-11-2018
Direction départementale des services d'Incendie	X	09-08-2018	Avis favorable sous réserves des prescriptions suivantes : Les mesures prévues au dossier et à son complément devront être respectées L'exploitant devra être en mesure de fournir l'émulseur nécessaire sur un sinistre à la demande des services et de secours.
DDTM	X	27-07-2018	Conclu au Respect des dispositions de l'article L211-1
Service Biodiversité, Eau et Paysage	Mail	16-01-2018	Pas de commentaire particulier

**2- Classeur 2/2**

Se classeur se compose de 30 annexes relatives aux différents plans et notes d'études spécifiques, le tableau ci-dessous présente la liste.

L'ensemble de ces annexes sont cohérentes au classeur 1/2 lequel si rapporte.

Enquête Publique Société VAL DE L'ARC Berre l'Etang N° 2017-283-A

Annexes	Documents	Références	Dates
1	Arrêté Préfectoral	N°2 003-162/111-2001A	13/10/2003
1	Arrêté Préfectoral	N° 2012-429PC	29/10/2012
2	Extrait Kbis	N° 2003B00783	06/02/2017
2	Info Greffe		15/11/2017
3.1	Plan de Masse		11/09/2017
3.2	Plan des Bureaux		25/09/2017
3.2	Plan RdC Entrepôt		15/11/2017
3.3	Plan de masse 1/2000		15/11/2017
4	Extrait plan cadastral 1/2000		17/12/2014
5	Plan de masse + abords 35 m		06/10/2017
5	Plan de masse des abords 300mètres		06/10/2017
5.1	Plan de masse 2000 + abords 35mètres		15/11/2017
5.2	Plan de masse 4000 + abords 300 mètres		15/11/2017
5.3	IGN + Rayon 3 Km		15/11/2017
6	Plan du PLU		12/12/2014
6	PLU BERRE l'ETANG		12/12/2014
7	PPRI		15/06/2001
8	FDS	ALCOLA-INDIAN-INEOS-KENONE-SASOL	
9-1	Plan réseau incendie site		15/11/2017
9.2	Plan réseau eaux pluviales du site		15/11/2017
9.3	Plan réseau et PI de la zone		14 et 15/05/2018
10	Notice Hydraulique	Groupe Merlin N° 173326-135- ETU-NT-1-001-F	04/2017
11	Récépissé de dépôt PC	Permis N° PC 01301417F0030	27/09/2017
12.1	Etude Géologique 1 <sup>ère</sup> partie	Setsol N° 17076243 Note	18/09/2017
12.2	Etude Géologique 2 <sup>ème</sup> partie	Setsol N° 17076243 Plan des zones	08/2017
13.1	Donnée Climatique Météo France	Fiche statistique	1971-2000
13.2	Rose des vents Météo France	Fiche	01/01/2005 au 31/01/2008
14.1	Analyse risque Foudre	IG GROUP SAS N° 1GF00025 Indice B	04/09/2017
14.2	Etude technique Foudre	IG GROUP SAS N° 1GF00026 Indice B	28/08/2017
15	Aléa sismique- retrait Gonflement	GEORISQUE	14/11/2017
16	ZNIEFF-ZICO-ZPS-NATURA 2000	Vues et carte G2OPROTAIL	2016-2017
17	Evaluation simplifiée des risque Natura 2000 VAL de l'ARC	NATURALIA Formulaire d'Evaluation	2017
18	Site classé, inscrit et zone de protection	Fiche	
19	Eude Acoustique	EVARISK Rapport	28/08/2017
20	Avis de l'Autorité Environnementale	Arrêté N° AE-F093117P0274	03/10/2017
21	Accidentologie Entrepôt	Donnée ARIA	10/08/2017
21	Accidentologie local Charge	Donnée ARIA	10/08/2017
21	Accidentologie SILOS	Donnée ARIA	10/08/2017
22	Liste des risques Technologiques des B.d.R	Tableau des risques BdR	
23	Acte de propriété	DN° 33706/17JN/BN	20 et 29/2017
24	Lettre VdIA à Mairie de Berre l'Etang	Proposition usage futur	08/11/2017
25	Documents techniques Fiches	ELLIMETAL 5/1972	x
26	Accord e raccordement	Avenant N° 19 au CCCT de la ZAC	29/01/2002
27	Rapport Chilworth technologie	D40999 -D41099-D41199	16/12/1999
28	Rapport Flux Thermique	Bureau VERITAS	16/04/2018
29	Dispersion Toxique	Bureau VERITAS	10/07/2018
30	Fiches-Mails-Schémas et plans		



## 20.2 Cadre Juridique

La présente enquête est menée dans le cadre du projet en application des principaux textes et documents suivants :

- L.123-3 à L.123-15, R.123-2 à R123-21, L511-1 et L.512-1
- L 562-1 à L562-9 et R 562-1 à R 562-10-2
- R.122-5 R.512-6 à R 512- 10
- Article L 126-1 et R123-11 du code de l'urbanisme
- Décrets N° 2017-81 et 2017-82 du 26 janvier 2017
- Le domaine concerné ICPE premier alinéa du 2° de l'article L.181-1
- Demande d'autorisation environnementale -Décrets N° 2017-81 et 2017-82 du 26 janvier 2017.
- Demande d'autorisation environnementale unique du 18 novembre 2017 complété le 25 mai 2018
- L'avis relatif à l'étude d'impact
- L'avis du sous-préfet d'Istres du 30 novembre 2017
- La saisine pour avis par lettre du 10 janvier 2018 de la DRAC, de l'INAO, de l'ARS, de la DDSIS, de la DIRECTE, de la DDTM SMEES, du SIRACED PC conformément aux articles R 181-17 et R-181-23 du code de l'environnement
- L'avis de la mission régionale d'autorité environnementale sur le projet de l'entrepôt de stockage et la création de silos en date du 05 novembre 2018
- Le mémoire en réponse de la société Val de l'ARC en date du 15 novembre 2018
- Le Rapport de fin d'examen de la directrice régionale de l'environnement, de l'Aménagement et du logement en date du 10 janvier 2019
- La décision N° E1900008/13 de la Présidente du tribunal Administratif de Marseille en date du 18 janvier 2019, donnant nomination d'un commissaire enquêteur

## 20.3 Pièces Administratives

- Note de nomination du commissaire enquêteur,
- Courrier du commissaire Enquêteur déclarant sur l'honneur ne pas être intéressé à l'opération à titre personnel ou en raison de ses fonctions actuelles ou passées,
- Projet d'Arrêté de la préfecture portant sur ouverture d'une enquête publique concernant la demande formulée par la société VAL de l'ARC,
- Informations du public, publicité « La Provence » « La marseillaise »,
- Les certificats d'affichages des Mairies.



## QUATRIEME PARTIE

Cette quatrième partie fait état du bilan de l'enquête, les tableaux présentés reprennent intégralement et à l'identique les questions et commentaires du public. Les réponses apportées par le porteur de projet dans son courrier du 22 mai 2019, sont actées dans le Procès-Verbal de synthèse, et repérés suivant le formalisme du tableau de synthèse proposé par le commissaire enquêteur.

La mobilisation du public a été relativement faible, mais deux personnes ont déposé leurs questions et observations sur le registre de la mairie de Velaux « 20 questions », puis sur l'adresse électronique de la préfecture « 12 questions » émanent d'une personne domiciliée sur la ville de Berre l'Etang.



## 21- Bilan de l'enquête

Il est résumé dans le tableau ci-dessous

Bilan des Remarques et Observations					
Mairies	Inscriptions Registre	Courriers		Courriels	Dossiers Déposés
		Total Reçus	Dont Hors délais		
Berre l'Etang	0	0	0	1 de 12 questions	12 questions jointes au courriel
La Fare les Oliviers	0	0	0	0	0
Velaux	20	0	0	0	2 feuilles relatives aux 20 questions
Rognac	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>2</b>

Durant la période de l'enquête qui s'est déroulée conformément à l'arrêté préfectoral du 19 N° 2017-283-A, le public avait la possibilité soit de venir rencontrer durant les dates de permanences le commissaire enquêteur, soit d'adresser un courrier au commissaire enquêteur (courrier à l'adresse de la mairie principale « Berre l'Etang » ou bien par voie électronique mise à disposition par la préfecture.

### 21.1 Observations reçues Commune de Berre l'Etang :

- Aucune observation inscrite sur le registre
- Aucune observation transmise par courrier
- 1 document d'une page indiquant 12 observations et remarques transmis par voie électronique à la Préfecture,

### 21.2 Observations reçues Commune La Fare les Oliviers

- Aucune observation inscrite sur le registre
- Aucune observation transmise par courrier
- Aucune observation transmise par voie électronique

### 21.3 Observations reçues Commune Velaux

- 1 document de 2 pages indiquant 20 observations et remarques joint au registre
- Aucune observation transmise par courrier
- Aucune observation transmise par voie électronique

### 21.4 Observations reçues Commune de Rognac

- Aucune observation inscrite sur le registre
- Aucune observation transmise par courrier
- Aucune observation transmise par voie électronique

## 22. Présentation des Questions et observations

### 22.1 Permanence du 16 avril 2019 Commune de Velaux

Au total sur le registre, 1 demande accompagnée de 2 fiches comportant 20 Observations présentées dans le tableau ci-dessous, lequel reprend à l'identique les observations remises lors de la permanence.

Le maître d'ouvrage dispose pour chacune des Questions et Observations d'une zone qui lui est dédiée pour sa/ses réponses, idem pour le commissaire enquêteur.

Les questions et observations ont été classées en cinq catégories différenciées par un code couleur.

Type de question	Repère	Couleurs
Technique	T	
Non technique	NT	
Environnement	E	
Hors sujet	HS	
Politique industrielle	PI	

Date	16 avril 2019	Moyen	R	C	@	Identité du demandeur	<del>Madame Claire BERNARD</del> représentant les élus d'opposition de Velaux du groupe Velaux en Avant (pour les 20 questions)
Numéro	Observation /Questions						
1T	Vous annoncez 100 rotations/jours pour 65 silos de 500mt. 20.000m² de stockage couvert, alors que sur le site pétrochimique LBI une unité de 8 silos charge 60 camions/jour. Difficile de croire cette affirmation sachant qu'il est prévu également de charger le samedi et en semaine sur des plages horaires allant jusqu'à 22h00.						
R1-1	Réponses/Commentaire Porteur de projet						
Voir Procès-Verbal de Synthèse							
R1-2	Commentaire du Commissaire Enquêteur						
Le site est sous la responsabilité de l'exploitant jugé compétant en matière de logistique, cœur de métier de KATOEN NATIE, qui exploite d'autres sites du même type, il est donc seul à pouvoir répondre à cette question.							
2 T	Et pourtant page 24 du résumé non technique, il est marqué augmentation des livraisons et expéditions, non chiffré ! et page 24 il est également marqué une estimation de 100 rotations/jour.						
R2-1	Réponse /commentaire Porteur de projet						
Voir Procès-Verbal de Synthèse							
R2-2	Commentaire du Commissaire Enquêteur						
Question proche de la 1T. C'est à l'exploitant de répondre à la question. Remarque Il n'est pas noté « augmentation » mais « fréquence ».							
3 PI	Quelle est l'utilité d'une zone de stockage de cette dimension à cet endroit, alors que le site pétrochimique est suffisamment dimensionné pour ses activités. Société GCA Rognac 30 silos (Stockage PVC+PP+PE) KATOEN déjà sur site (PP et PE) 60 silos et l'unité KEMONEPVC 12 Silos (dont 8 de 2000m3). Tous ces silos sont-ils utilisés à pleine capacité ? si non, quel est l'intérêt d'en rajouter.						
R3-1	Réponse /commentaire Porteur de projet						
Voir Procès-Verbal de Synthèse							
R3-2	Commentaire Commissaire Enquêteur						
Cette question est purement liée à la politique industrielle de chaque industriel, l'optimisation des installations relève des choix stratégiques de chacune d'elle. La stratégie industrielle ne rentre pas dans le périmètre de ladite enquête. La réponse se trouve aussi dans le plan global d'aménagement de la zone de Berre dont le SCot et le PADD fixent les grandes lignes du développement économique et le maintien des activités pétrochimique.							

<b>4 PI</b>	<b>Pour qui est prévue cette zone de stockage surdimensionnée ? n'est-elle pas là pour compenser le manque de place à St Martin de Crau ou KATOEN est déjà présent.</b>
<b>R4-1</b>	<b>Réponse /commentaire Porteur de projet</b>
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
<b>R4-2</b>	<b>Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur</b>
	L'industriel est propriétaire du terrain, les installations actuelles présentes sur le site sont en exploitation, il est libre de ses choix industriels. La notion de surdimensionnement est subjective !

<b>5 PI</b>	<b>Quid de l'emploi ? Rien ne semble pris en compte concernant cette donnée qui est primordiale. Aucune création d'emploi n'est annoncée.</b>
<b>R5-1</b>	<b>Réponse /commentaire Porteur de projet</b>
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
<b>R5-2</b>	<b>Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur</b>
	Le site VAL DE L'ARC va créer dans sa nouvelle configuration environ une dizaine d'emplois directs. Il appartient à l'industriel de répondre à cette question.
<b>6 HS</b>	<b>Cette solution ressemble plus à une opportunité d'investissement qu'à un besoin réel car aucun investissement industriel n'est annoncé sur le site.</b>
<b>R6-1</b>	<b>Réponse /commentaire Porteur de projet</b>
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
<b>R6-2</b>	<b>Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur</b>
	Le PLU -PADD document élaboré en cohérence avec le Scot met en évidence l'importance du développement économique et du maintien des activités pétrochimiques, de favoriser le développement en lien avec la RD113. (Page 15/26 du PADD). La zone d'activités EuroFlory Parc possède une situation stratégique sur cet axe et constitue un outil de développement économique attractif. Le SCoT identifie l'extension de la zone EuroFlory Parc comme un site économique à enjeux. La zone actuelle arrive aujourd'hui à saturation et son extension doit être prévue dans le cadre du PLU. Cette zone présente un intérêt supra communal.
<b>7 NT</b>	<b>A-t-on tenu compte de la densité de circulation sur la N113 ? Alors que la ville de Berre l'étang, sera vite saturé, et que les poids lourds seront forcément amenés à traverser la ville de Berre l'Etang, car non seulement ce n'est pas interdire, mais c'est l'accès le plus court en sortant de l'autoroute.</b>
<b>R7-1</b>	<b>Réponse /commentaire Porteur de projet</b>
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
<b>R7-2</b>	<b>Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur</b>
	Dans son courrier du 24-04-2019 le commissaire enquêteur s'est rapproché de la Direction des Routes Arrondissement de Berre l'Etang, laquelle lui a répondu par mail du 03-05-2019 en lui transmettant la carte du trafic du secteur considéré (Plan joint). Parallèlement à cette demande le commissaire enquêteur a consulté de façon aléatoire Info-traffic sur plusieurs jours dont les cartes sont jointes. Il ressort de l'analyse de ces cartes que le trafic ne présente pas une saturation particulière ou permanente. Plusieurs photos jointes Google (prise un jour J) des différentes zones ne montrent pas un trafic saturé aux points considérés.
<b>8 NT</b>	<b>Actuellement le rond-point de la CD21/N113 est déjà saturé.</b>
<b>R8-1</b>	<b>Réponse /commentaire Porteur de projet</b>
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
<b>R8-2</b>	<b>Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur</b>
	D'après l'enquête conduite, il semblerait que ce Rond-point ait amélioré la circulation, l'ensemble des photos jointes ainsi que les relevés Info -Trafic joints ne montrent pas que cet endroit soit particulièrement saturé. Quelques petits blocages et ralentissements sont néanmoins constatés.

<b>9 HS</b>	<b>En sous dimensionnant l'activité routière, on a sous-dimensionné l'aspect pollution et accident de circulation routière de la zone.</b>
<b>R9-1</b>	<b>Réponse /commentaire Porteur de projet</b>
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
<b>R9-2</b>	<b>Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur</b>
<p>La question n'a pas de lien direct avec le projet VAL de l'ARC.</p> <p>Toutefois afin de préciser plus largement, sources PADD Berre l'Etang page 15/27.</p> <p>La RD 113 constitue un axe de développement économique structurant, notamment mis en évidence dans le cadre du SCoT d'Agglopro Provence. Le développement économique de Berre l'Etang doit être envisagé en cohérence avec cet axe structurant. Le PADD organise ce développement économique au travers de deux projets structurants :</p> <p>La zone d'activités EuroFlory Parc possède une situation stratégique sur cet axe et constitue un outil de développement économique attractif. Le SCoT identifie l'extension de la zone EuroFlory Parc comme un site économique à enjeux qui présente un intérêt supra communal.</p> <p>Le secteur de l'Aérodrome constitue également un site à enjeux pour le développement économique. Le SCoT identifie un site économique d'importance locale sur la commune de La Fare. Ce site pourrait s'étendre sur la commune de Berre-l'Etang le long de la RD 113. Ce site, situé autour de l'aérodrome s'inscrit en continuité de l'urbanisation de la commune de La Fare les Oliviers.</p> <p>Toutefois dans le cadre des évolutions et des enjeux économiques de la région, il appartient à cette dernière de prendre en compte le dimensionnement des équipements et infrastructures routières, chose qu'elle a sans aucun doute identifié dans sa stratégie globale.</p>	

<b>1 PI</b>	<b>A-t-on identifié l'activité prévue dans cette zone par rapport à ce qui existe déjà sur la commune de Rognac ? les activités identiques existent et risque de déboucher sur des fermetures de site et des pertes d'emplois. Le PVC est actuellement stocké chez PRESTAPLAST Rognac..., qui est un concurrent direct de KATOEN.</b>
<b>R10-1</b>	<b>Réponse /commentaire Porteur de projet</b>
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
<b>R10-2</b>	<b>Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur</b>
Cette question concerne la politique industrielle de chaque acteur industriel du secteur, cela leur est propre. La notion de concurrence n'a rien à voir avec le projet et notamment avec l'enquête. Le commissaire enquêteur n'émet aucun commentaire.	
<b>11 T</b>	<b>A-t-on bien identifié les risques de pollution en ce qui concerne le stockage de PVC, activité qui est déjà montrée du doigt par des plaintes de riverains de Berre l'Etang et dont la solution n'est pas apportée par les installations actuelles pourtant maîtrisées par le fabricant de PVC KEMONE ?</b>
<b>R11-1</b>	<b>Réponse /commentaire Porteur de projet</b>
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
<b>R11-2</b>	<b>Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur</b>
Au regard des études produites par le porteur de projet, l'analyse, les questions produites par les différents services d'état ainsi que les réponses apportées par l'industriel, n'indiquent point d'oubli ou interprétations erronées. D'autre part l'exploitant présente dans son étude de Danger l'analyse préliminaire des risques et les mesures conservatoires.	

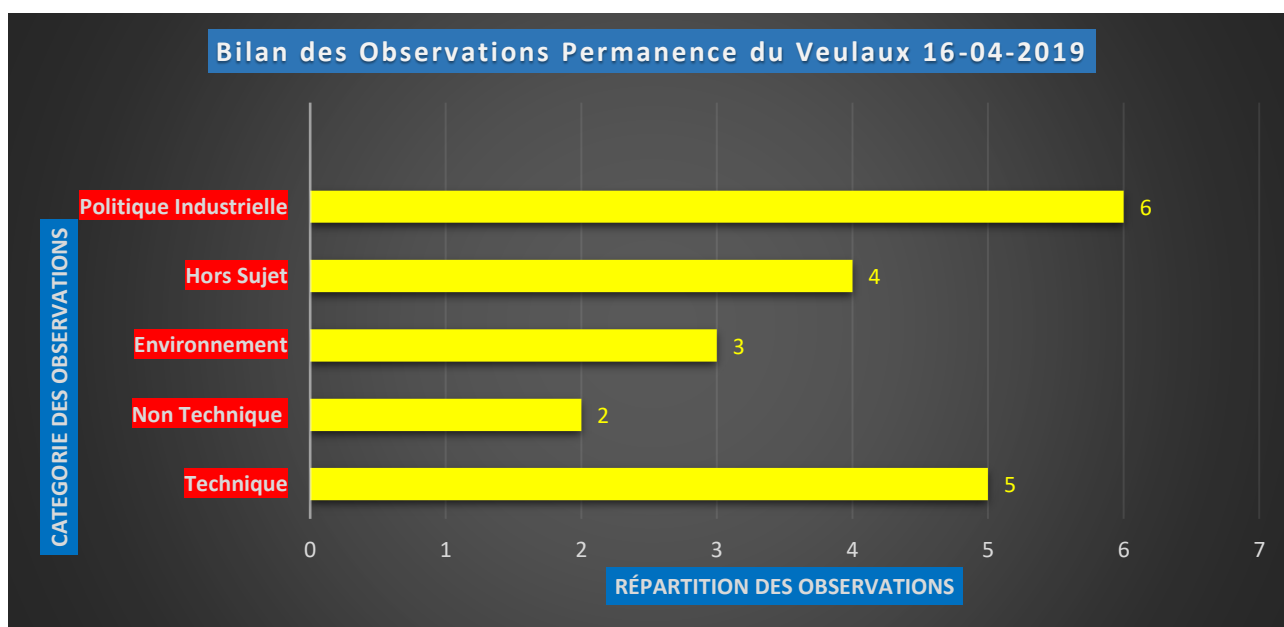
<b>12 PI</b>	<b>Il y a suffisamment de place sur le site de LBI suite aux fermetures de la raffinerie et CABOT, pour envisager du stockage dans cette zone déjà endommagée et polluée. L'espace paysagiste et environnemental est déjà dégradé dans cette zone et une activité agricole est directement impactée par cette activité routière et également de chargement de PVC à cause du vent.</b>
<b>R12-1</b>	<b>Réponse /commentaire Porteur de projet</b>
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
<b>R12-2</b>	<b>Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur</b>
<p>La première partie de la question est propre aux stratégies industrielles.</p> <p>La seconde partie de la question trouve ses réponses dans le plan d'aménagement inscrit dans le SCoT et le PADD de la commune de Berre l'Etang. L'Agence Régionale de Santé « ARS » n'a fait aucun commentaire particulier sur la mise en suspension de PVC dans l'air.</p>	

13 E	<b>Aucun brûlage de déchets n'est annoncé. Donc où et comment seront-ils traités ?</b>
R13-1	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
R13-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	Toutes activités mettant en œuvre une flamme est interdite sur le site. Sauf celles relatives aux opérations de maintenance pour lesquelles un permis feu est délivré par l'exploitant. Les déchets suivent les filières adéquates, traité au chapitre 4.5 de l'Etude d'Impact.
14 T	<b>P24. Le site ne réalise actuellement pas de chargements avant 7h00 ni après 18h00 (horaire d'ouverture et fermetures annoncées de ce site (6h00-22h00)).</b>
R14-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
R14-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	Le fonctionnement du site est sous la responsabilité de l'employeur. Les horaires de travail se caractérisent par l'organisation du temps de travail et la présence d'un salarié au sein de l'entreprise. L'exploitant organise les plages d'horaires de travail au regard des producteurs industriels et dans le respect du code du travail en vigueur.
15 E	<b>La présence d'animaux sur le site ne pourra pas être occultée, car sur le site pétrochimique, malgré les battues organisées, en recense toujours.</b>
R15-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
R15-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	Ce point a été abordé dans l'étude d'impact « incidences Natura 2000 » qui conclut qu'il n'y a aucun animal sur le site. Du fait de la connaissance du site et des lieux environnant il appartient à l'exploitant d'y répondre.

16 E	<b>P25 les dispositions pour éviter les envols de déchets ne sont pas précisées, donc envisageables par fort vent. (il s'agit de matières plastiques, produit en emballage)</b>
R16-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
R16-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	Dans son étude d'impact page 35, l'exploitant a pris en compte l'arrête préfectoral N° 96-208 du 01-08-1996.
17T	<b>P.25 les impacts sur la santé du site n'intègrent pas les risques liés à l'activité pétrochimique. Cette zone est par conséquent proche d'un site classé SEVESO et des risques de fuite de produits venant de l'extérieur sont-ils intégrés ?</b>
R17-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
R17-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	Chaque installation décrit dans son analyse de risque et d'impact les régimes de fonctionnement qui leurs sont propres, forcément soumise à enquête publique. Val de l'ARC a réalisé son étude d'impact conformément aux articles R 512-6 à R512-10 du code de l'environnement. Par contre VAL de l'ARC n'a pas à intégrer dans son étude les risques et l'impact des sites industriels voisins qui sont seuls à pouvoir le faire et pour cause, ils maîtrisent leur Process, lesquels ont forcément répondu lors de l'instruction de leurs dossiers aux mêmes exigences qui se posent à VAL de l'ARC.
18 PI	<b>P27 les émissions sonores ne feront qu'augmenter en fonctions du développement de cette zone qui sera amenées à être densifiées lorsque le site pétrochimique arrivera en fin de vie. Les activités agricoles et touristiques génératrice d'emplois ne seront plus envisageables.</b>
R18-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
R18-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	A la même page P27 (Résumé non technique) l'exploitant a répondu à la question, les réponses plus détaillées sont présentées en P41 et 42 de l'étude d'impact : sur les régimes et consignes d'exploitation qui seront mises en place afin de limiter les émissions sonores. Pas de réponse sur la deuxième partie de la question qui semble associer la zone d'activité aux activités agricoles et touristiques, qui sont des zones bien distinctes et parfaitement identifiées dans le PLU de la commune de Berre l'Etang.

19HS	Une accumulation de ce genre d'activité logistique est synonyme de mort annoncée de tout autre activité valorisante pour notre région.
R19-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
R19-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	Le PLU -PADD document élaboré en cohérence avec le Scot met en évidence l'importance du développement économique et du maintien des activités pétrochimiques (Page 15/26 du PADD). La zone d'activités EuroFlory-Parc possède une situation stratégique et constitue un outil de développement économique attractif. Le SCoT identifie l'extension de la zone EuroFlory-Parc comme un site économique à enjeux. La zone actuelle arrive aujourd'hui à saturation et son extension doit être prévue dans le cadre du PLU. Cette zone présente un intérêt supra communal.
20HS	Forte réduction de la valeur foncière des terrains
R20-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
R20-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	Pas de commentaire particulier sur cette question

## 22.2 Graphique de répartition des questions et Observations à Velaux



Le graphique présenté indique la tendance des questions posées classées en 5 catégories.

Sur les 20 questions :

- 6 sont relatives à la politique industrielle,
- 4 sont considérées comme étant hors sujet
- 3 concernant l'environnement
- 2 sont considérées non technique
- 5 sont techniques.



## 22.3 Observations déposées sur le site de la préfecture le 09 mai 2019

Le commissaire enquêteur constate que les questions posées par madame Sonia BENNACEUR sont les mêmes que celles posées par madame Claire ADOULT lors de la permanence du 16 avril 2019 à Velaux.

Les questions et observations ont été classées en cinq catégories différenciées par un code couleur.

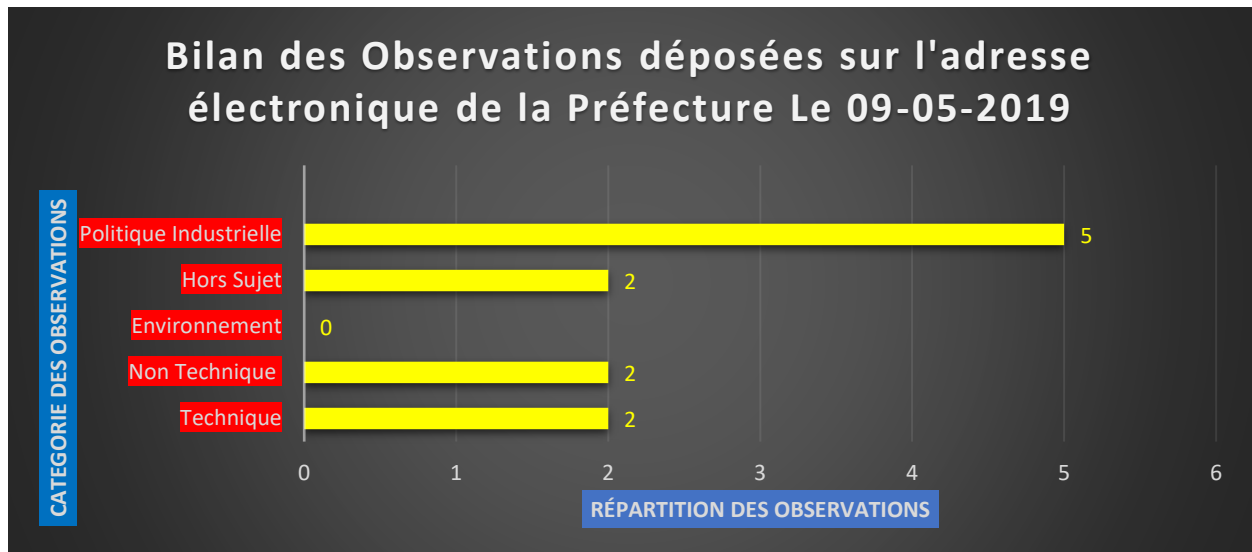
Type de question	Repère	Couleur
Technique	T	
Non technique	NT	
Environnement	E	
Hors sujet	HS	
Politique industrielle	PI	

Date	09 mai 2019 Mail remis par la préfecture au commissaire Enquêteur le 10 mai 2019	Moyen	R	C	@	Identité du demandeur	Madame <del>Sonia BENNACEUR</del> Bonjour, habitant Berre l'Etang je m'inquiète de ce projet notamment au niveau environnementale, sonore et de la circulation des différentes communes proches. Je me pose de nombreuses questions qui coïncide avec le groupe de Velaux. Je ne trouve aucun élément positif personnel.
Numéro	Observation /Questions						
1T	Vous annoncez 100 rotations/jours pour 65 silos de 500mt. 20.000m <sup>2</sup> de stockage couvert, alors que sur le site pétrochimique LBI une unité de 8 silos charge 60 camions/jour. Difficile de croire cette affirmation sachant qu'il est prévu également de charger le samedi et en semaine sur des plages horaires allant jusqu'à 22h00.						
R1-1	Réponses/Commentaire Porteur de projet						
	Voir Procès-Verbal de Synthèse						
1-2	Commentaire du Commissaire Enquêteur						
	Le site est sous la responsabilité de l'exploitant, jugé compétant en matière de logistique cœur de métier de KATOEN NATIE, qui exploite d'autres sites du même type, il est donc seul à pouvoir répondre à cette question.						
2 T	Et pourtant page 24 du résumé non technique, il est marqué augmentation des livraisons et expéditions, non chiffré ! et page 24 il est également marqué une estimation de 100 rotations/jour.						
R2-1	Réponse /commentaire Porteur de projet						
	Voir Procès-Verbal de Synthèse						
R2-2	Commentaire du Commissaire Enquêteur						
	Question proche de la 1T. C'est à l'exploitant de répondre à la question. Remarque Il n'est pas noté « augmentation » mais « fréquence ».						
3 PI	Quelle est l'utilité d'une zone de stockage de cette dimension à cet endroit, alors que le site pétrochimique est suffisamment dimensionné pour ses activités. Société GCA Rognac 30 silos (Stockage PVC+PP+PE) KATOEN déjà sur site (PP et PE) 60 silos et l'unité KEMONEPVC 12 Silos (dont 8 de 2000m <sup>3</sup> ). Tous ces silos sont-ils utilisés à pleine capacité ? si non, quel est l'intérêt d'en rajouter.						
R3-1	Réponse /commentaire Porteur de projet						
	Voir Procès-Verbal de Synthèse						
R3-2	Commentaire Commissaire Enquêteur						
	Cette question est purement liée à la politique industrielle de chaque industriel, l'optimisation des installations relève des choix stratégiques de chacune d'elle. La stratégie industrielle ne rentre pas dans le périmètre de ladite enquête.						

La réponse se trouve aussi dans le plan global d'aménagement de la zone de Berre dont le SCot et le PADD fixent les grandes lignes du développement économique et le maintien des activités pétrochimiques.	
<b>4 PI</b>	<b>Pour qui est prévue cette zone de stockage surdimensionnée ? n'est-elle pas là pour compenser le manque de place à St Martin de Crau ou KATOEN est déjà présent.</b>
<b>R4-1</b>	<b>Réponse /commentaire Porteur de projet</b>
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
<b>R4-2</b>	<b>Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur</b>
L'industriel est propriétaire du terrain, les installations actuelles présentes sur le site sont en exploitation, il est libre de ses choix industriels. La notion de surdimensionnement est subjective !	
<b>5 PI</b>	<b>Quid de l'emploi ? Rien ne semble pris en compte concernant cette donnée qui est primordiale. Aucune création d'emploi n'est annoncée.</b>
<b>R5-1</b>	<b>Réponse /commentaire Porteur de projet</b>
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
<b>R5-2</b>	<b>Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur</b>
Le site VAL DE L'ARC va créer dans sa nouvelle configuration environ une dizaine d'emplois directs. Il appartient à l'industriel de répondre à cette question.	
<b>6 HS</b>	<b>Cette solution ressemble plus à une opportunité d'investissement qu'à un besoin réel car aucun investissement industriel n'est annoncé sur le site.</b>
<b>R6-1</b>	<b>Réponse /commentaire Porteur de projet</b>
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
<b>R6-2</b>	<b>Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur</b>
Le PLU -PADD document élaboré en cohérence avec le Scot met en évidence l'importance du développement économique et du maintien des activités pétrochimique, de favoriser le développement en lien avec la RD113. (Page 15/26 du PADD). La zone d'activités EuroFlory-Parc possède une situation stratégique sur cet axe et constitue un outil de développement économique attractif. Le SCot identifie l'extension de la zone EuroFlory-Parc comme un site économique à enjeux. La zone actuelle arrive aujourd'hui à saturation et son extension doit être prévue dans le cadre du PLU. Cette zone présente un intérêt supra communal.	
<b>7 NT</b>	<b>A-t-on tenu compte de la densité de circulation sur la N113 ? Alors que la ville de Berre l'étang, sera vite saturé, et que les poids lourds seront forcément amenés à traverser la ville de Berre l'Etang, car non seulement ce n'est pas interdire, mais c'est l'accès le plus court en sortant de l'autoroute.</b>
<b>R7-1</b>	<b>Réponse /commentaire Porteur de projet</b>
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
<b>R7-2</b>	<b>Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur</b>
Dans son courrier du 24-04-2019 le commissaire enquêteur s'est rapproché de la Direction des Routes Arrondissement de Berre l'Etang, laquelle lui a répondu par mail du 03-05-2019 en lui transmettant la carte du trafic du secteur considéré (Plan joint). Parallèlement à cette demande le commissaire enquêteur a consulté de façon aléatoire Info-traffic sur plusieurs jours dont les cartes sont jointes. Il ressort de l'analyse de ces cartes que le trafic ne présente pas une saturation particulière ou permanente. Plusieurs photos jointes Google (prise un jour J) des différentes zones ne montrent pas un trafic saturé aux points considérés.	
<b>8 NT</b>	<b>Actuellement le rond-point de la CD21/N113 est déjà saturé.</b>
<b>R8-1</b>	<b>Réponse /commentaire Porteur de projet</b>
Voir Procès-Verbal de Synthèse	
<b>R8-2</b>	<b>Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur</b>
D'après l'enquête conduite, il semblerait que ce Rond-point ait amélioré la circulation, l'ensemble des photos jointes ainsi que les relevés Info -Trafic joints ne montrent pas que cet endroit soit particulièrement saturé. Quelques petits blocages et ralentissements sont néanmoins constatés.	

9 HS	En sous dimensionnant l'activité routière, on a sous-dimensionné l'aspect pollution et accident de circulation routière de la zone.
R9-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
R9-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
<p>La question n'a pas de lien direct avec le projet VAL de l'ARC.</p> <p>Toutefois afin de préciser plus largement, sources PADD Berre l'Etang page 15/27.</p> <p>La RD 113 constitue un axe de développement économique structurant, notamment mis en évidence dans le cadre du SCoT d'Agglopoie Provence. Le développement économique de Berre l'Etang doit être envisagé en cohérence avec cet axe structurant. Le PADD organise ce développement économique au travers de deux projets structurants :</p> <p>La zone d'activités EuroFlory Parc possède une situation stratégique sur cet axe et constitue un outil de développement économique attractif. Le SCoT identifie l'extension de la zone EuroFlory Parc comme un site économique à enjeux qui présente un intérêt supra communal.</p> <p>Le secteur de l'Aérodrome constitue également un site à enjeux pour le développement économique. Le SCoT identifie un site économique d'importance locale sur la commune de La Fare. Ce site pourrait s'étendre sur la commune de Berre-l'Etang le long de la RD 113. Ce site, situé autour de l'aérodrome s'inscrit en continuité de l'urbanisation de la commune de La Fare les Oliviers.</p> <p>Toutefois dans le cadre des évolutions et des enjeux économiques de la région, il appartient à cette dernière de prendre en compte le dimensionnement des équipements et infrastructures routières, chose qu'elle a sans aucun doute identifié dans sa stratégie globale.</p>	
10 PI	A-t-on identifié l'activité prévue dans cette zone par rapport à ce qui existe déjà sur la commune de Rognac ? les activités identiques existent et risque de déboucher sur des fermetures de site et des pertes d'emplois. Le PVC est actuellement stocké chez PRESTAPLAST Rognac..., qui est un concurrent direct de KATOEN.
R10-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
R10-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Cette question concerne la politique industrielle de chaque acteur industriel du secteur, cela leur est propre. La notion de concurrence n'a rien à voir avec le projet et notamment avec l'enquête. Le commissaire enquêteur n'émet aucun commentaire.	
11 T	A-t-on bien identifié les risques de pollution en ce qui concerne le stockage de PVC, activité qui est déjà montrée du doigt par des plaintes de riverains de Berre l'Etang et dont la solution n'est pas apportée par les installations actuelles pourtant maîtrisées par le fabricant de PVC KEMONE ?
R11-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
	Voir Procès-Verbal de Synthèse
R11-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Au regard des études produites par le porteur de projet, l'analyse, les questions produites par les différents services d'état ainsi que les réponses apportées par l'industriel, n'indiquent point d'oubli ou interprétations erronées. D'autre part l'exploitant présente dans son étude de Danger l'analyse préliminaire des risques et les mesures conservatoires.	
12 PI	Il y a suffisamment de place sur le site de LBI suite aux fermetures de la raffinerie
R12-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R12-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Pas de commentaire du commissaire enquêteur.	

## 22.4 Graphique de répartition des question et Observations Velaux



## Discussion

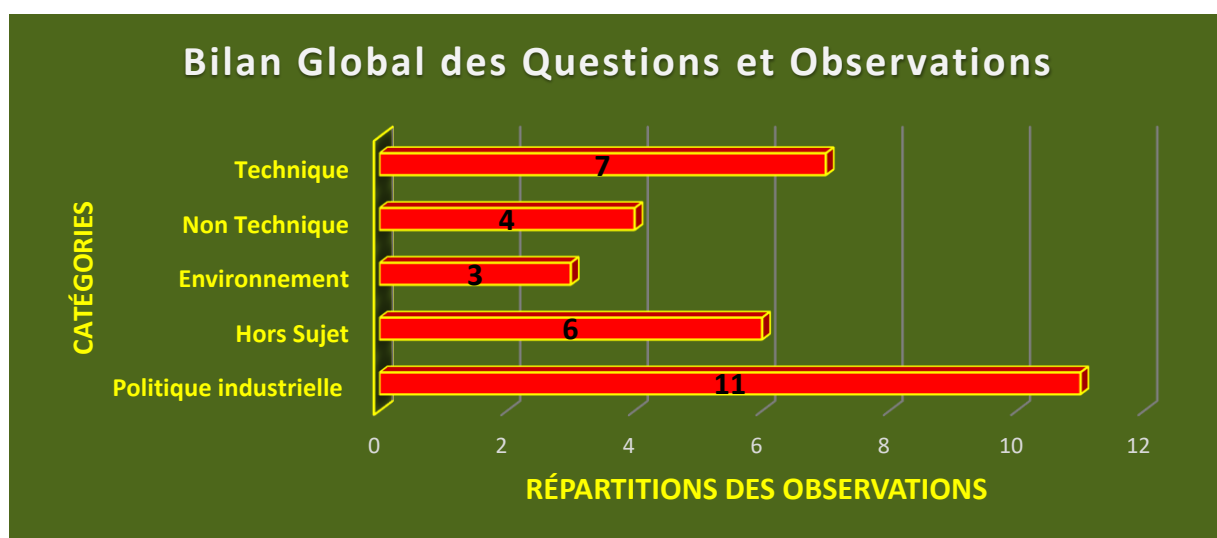
Seule 2 personnes ont apporté leurs observations, l'une à la mairie de Velaux, l'autre à la Mairie de Berre l'Etang.

Il est constaté que les 12 premières questions et remarques de ces 2 personnes sont identiques sans aucune différence y compris dans le libellé.

Toutefois pour une meilleure lisibilité et compréhension les deux dossiers remis ont été traité indépendamment.

Le bilan propre de chacun a été présenté sous forme d'histogramme distinct. Afin de disposer de la tendance globale, le graphique ci-dessous prend en compte la totalité des questions et observations recueillies durant l'enquête.

Il ressort que la majorité des questions et observations relève de la politique industrielle, nettement devant l'aspect technique et environnemental.



## 23- Analyse de la délibération du conseil Municipal de Rognac

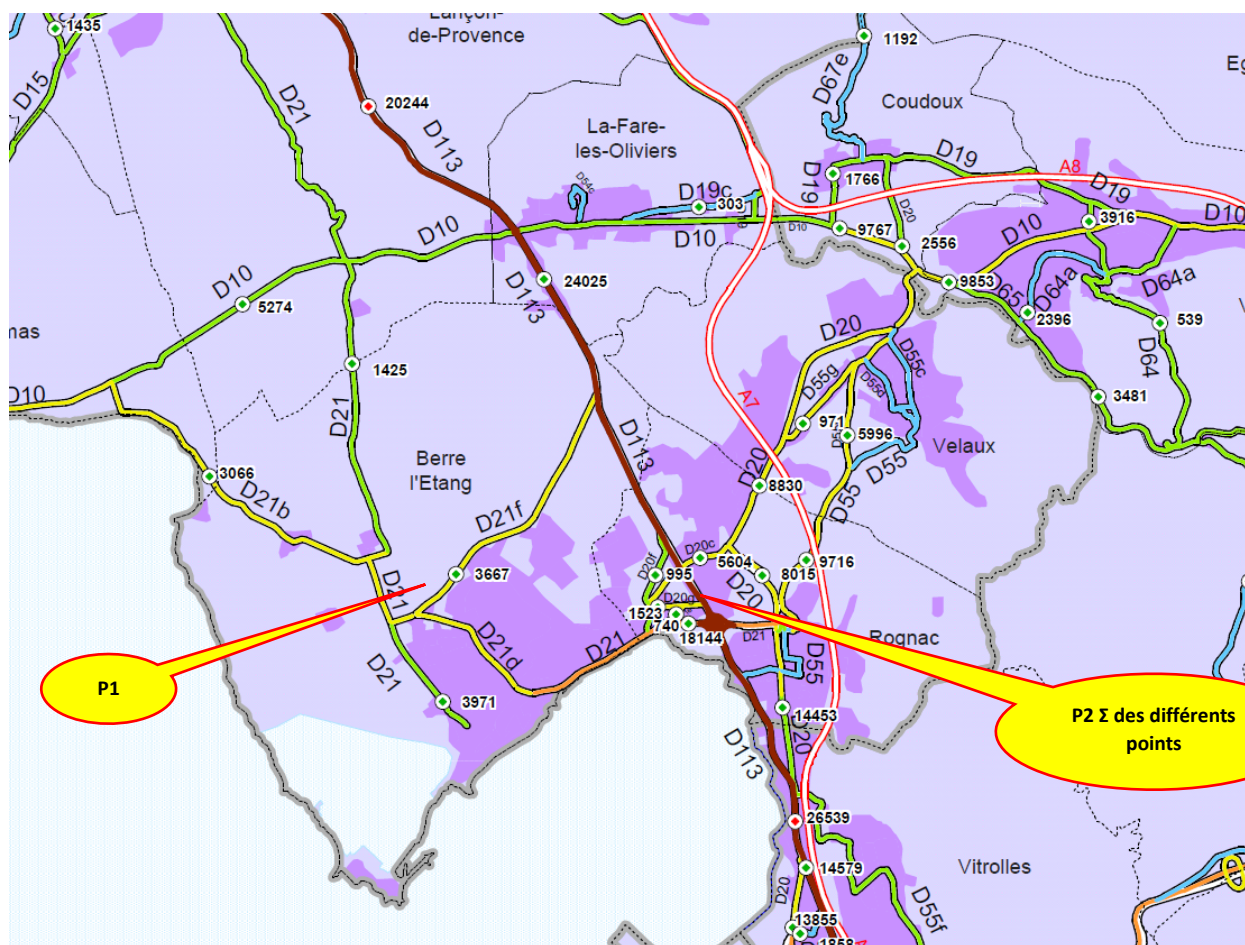
Lors du conseil municipal du 23 avril 2019, ce dernier émet à la majorité des présents un avis défavorable sur la demande d'extension des installations d'entreposage VAL de l'ARC. Il appui sa décision sur trois considérations :

- La première concerne la qualité de l'air au regard du trafic de poids lourds prévu sur le site soit 100 rotations par jour.  
 Le calcul estime à 2,7% du trafic total de la route départementale RD21f, environ 0,5% de la RD113 et 0,07% du trafic total de l'autoroute A7.
- La seconde concerne l'extension du site qui engendre une augmentation significative du trafic routier notamment de poids lourds, sur des voies largement saturées, contraires aux prescriptions du SCoT en la matière (soit pas plus de 3% d'augmentation sur les axes structurants), avec une augmentation d'émission atmosphériques dans le secteur.
- La troisième concerne un rappel de la MRAe que l'analyse des émissions atmosphériques polluantes représente un enjeu non négligeable vis-à-vis de l'environnement et de la santé publique, à fortiori au niveau des zones d'activités industrielles de Berre l'Etang.

Le tableau ci-dessous présente l'état de la situation des installations actuelles et futures. Actuellement le nombre de rotations est de 30 par jour, dans sa configuration future elles seront de 99 soit 100.

Installations existantes		Installations futures	
<b>57</b>	Silos de 500m3Produit Vrac	<b>120</b>	Silos de 500m3 pour produit vrac
<b>7200m<sup>2</sup></b>	Stockage extérieur pour produit palatisé Stockage sol+1	<b>3960m<sup>2</sup></b>	Stockage extérieur pour produit palatisé Stockage en masse sol+1
<b>0m<sup>2</sup></b>	Entrepôt pour produit palatisé stockage en Racksol+5	<b>18000m<sup>2</sup></b>	Entrepôt pour produit palatisé Stockage en Rack sol+5
Trafic actuel		Trafic futur	
Nombre Poids lourd Entrant		Nombre Poids lourd Entrant	
<b>80%</b>	12 Citerne vrac	<b>80%</b>	25 Citernes vrac
<b>20%</b>	3 Camions bâchés	<b>20%</b>	24 camions bâchés
Nombre Poids lourds sortant		Nombre Poids lourds sortant	
<b>80%</b>	12 Citerne vrac	<b>80%</b>	25 citernes vrac
<b>20%</b>	3 Camions bâchés	<b>20%</b>	24 camions bâchés
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>Total</b>	<b>99</b>

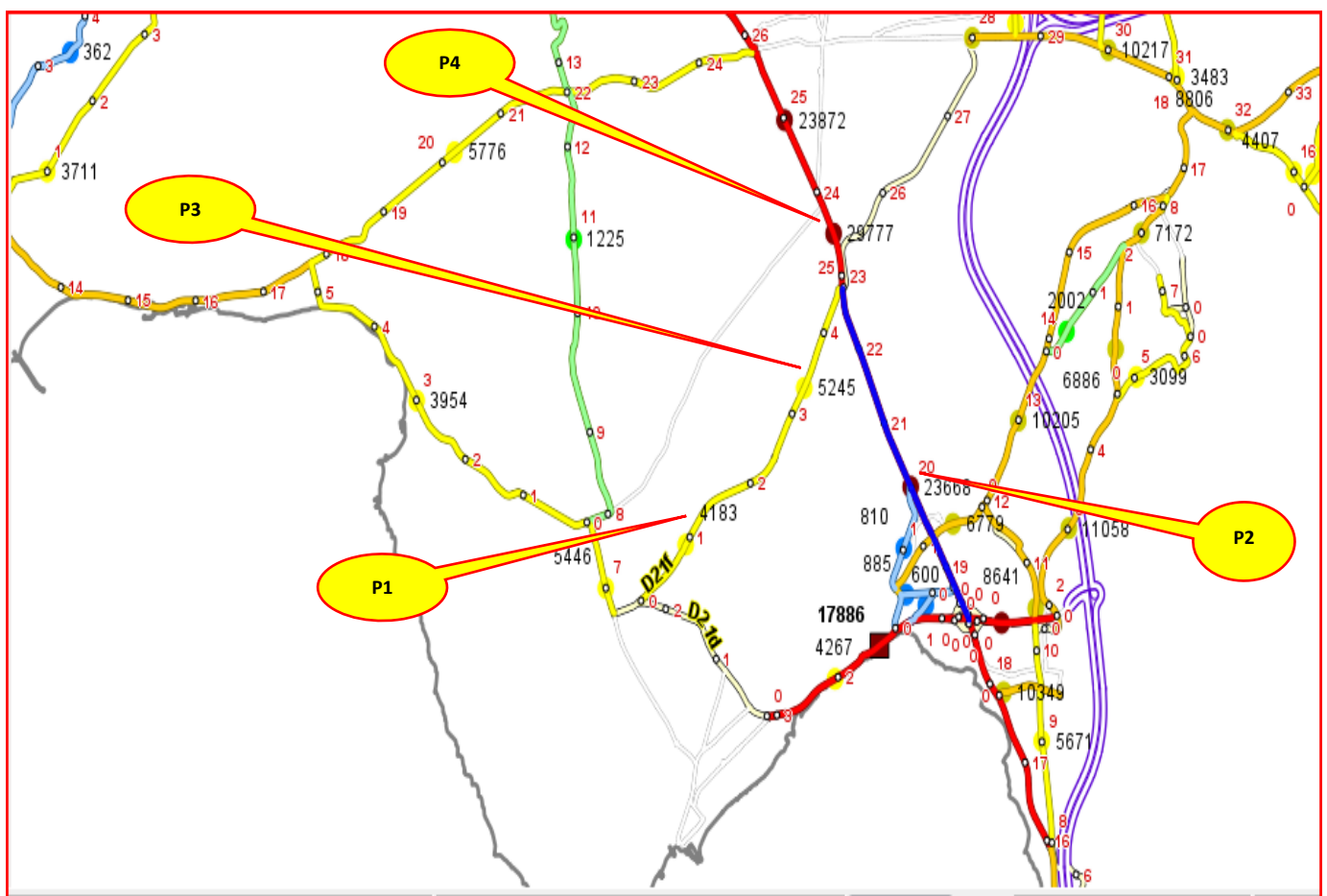
Carte utilisée par l'Exploitant « Données 2008 »



Données 2008, celles utilisées par l'Exploitant			
Zone	Lieu	Nombre de véhicules	Augmentation en %
P1	D21f	3367	$100/3367=2,7$
P2	D113	20400	$100/20400=0,49$
X	A7	14400	$100/14400=0,7$

Tableau 1

Carte Produite par Conseil Départemental des Bouches du Rhône  
des Routes et des ports 2019





Données 2019 Produite par la Direction des Routes et Ports			
Zone	Lieu	Nombre de véhicules	Augmentation en %
P1	D21f	4183	$100/4183=2,3$
P2	D113	23668	$100/23668=0,42$
P3	D21f	5245	$100/5245=1,9$
P4	D113	29777	$100/29777=0,33$

Tableau B

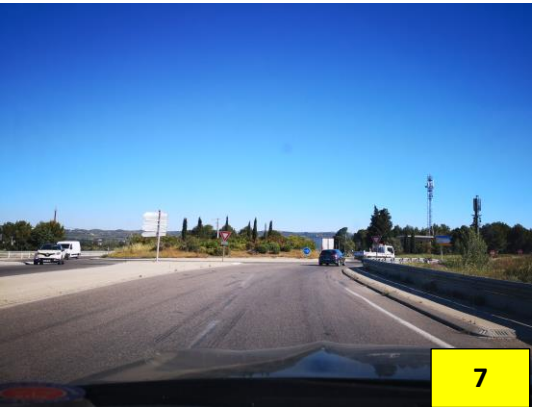
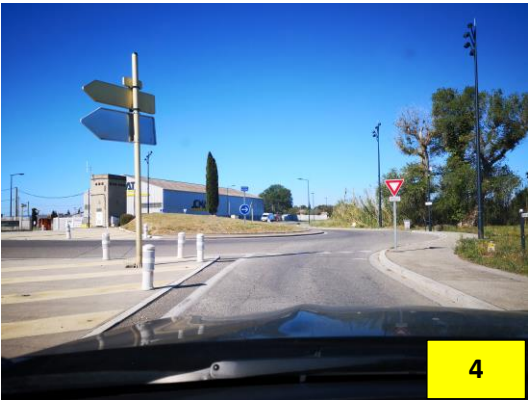
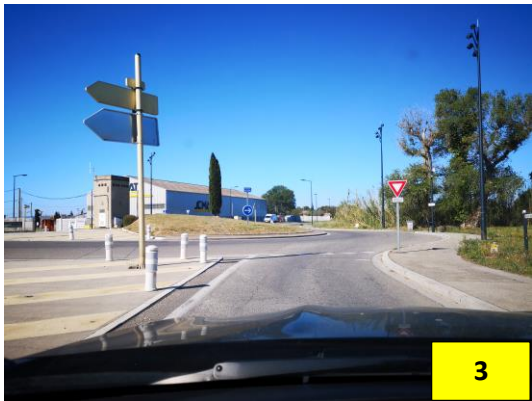
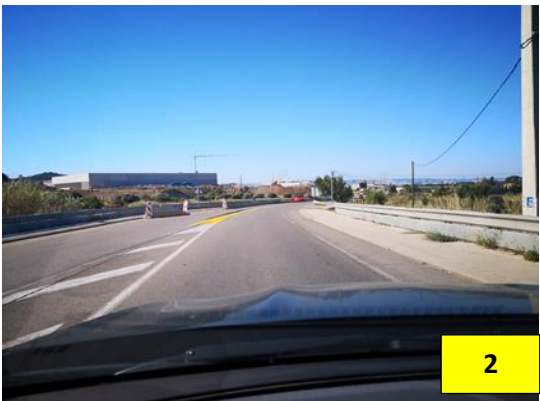
Les points sur les deux cartes indiquent les lieux des comptages. Les points de comptages sur la carte B sont plus nombreux que ceux considérés en 2008.

Il ne faut pas faire l'erreur d'additionner les valeurs aux points de comptage, le véhicule ne peut pas se trouver aux différents lieux au même instant.

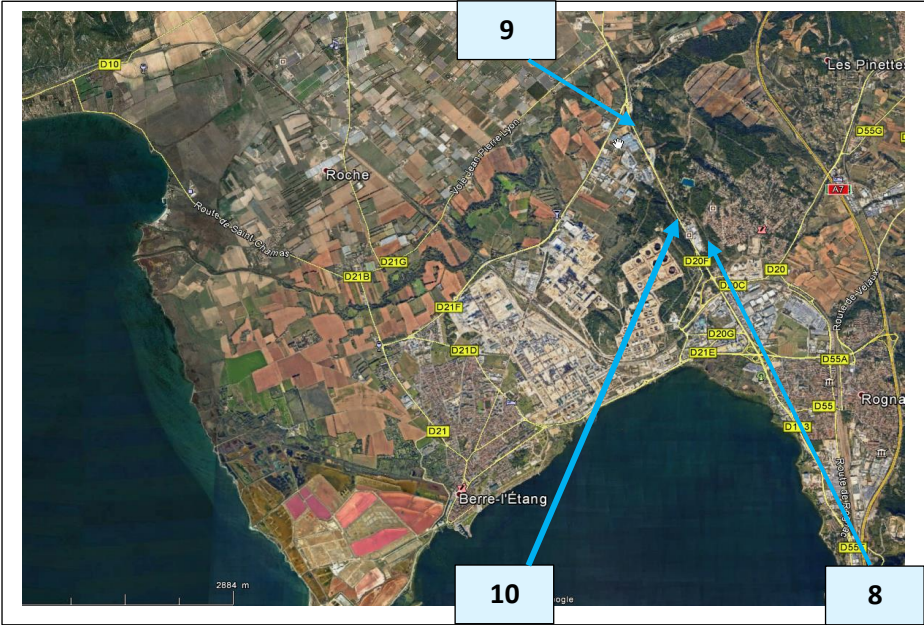
Afin de disposer d'éléments sur la densité du trafic routier le commissaire enquêteur s'est rendu sur place, il a pris plusieurs photos aux différents endroits.











## Discussion

Pour ses calculs produits dans l'étude, l'exploitant s'est basé sur des données 2008 « tableau A », sur la base des données recueillies auprès du Conseil Départemental des Bouches du Rhône Direction des Routes et des ports, le tableau B montre sur une période de 11 ans aux points considérés une augmentation du trafic.

Sur la base de ces dernières, « tableau B » l'augmentation du trafic relatif aux 100 rotations jour sont moins impactantes, puisqu'au point P1 la valeur passe de 2,7 à 2,3%, au point P2 qui est la somme des données la valeur passe de 0,49 à 0,42%, au point P3 elle est de 1,9% enfin au point P4 de 0,33%.





En conclusion, l'impact des 100 rotations a peu d'impact sur la circulation qui a néanmoins augmenté ces 10 dernières années.

En réponse aux deux autres considérations discuté au conseil municipal de Rognac, et sur la base des données, l'impact sur la circulation a été considéré négligeable par l'agence régionale de Santé « ARS », idem pour la Mission Régionale d'Autorité Environnementale « MRAe » qui rappelle effectivement l'impact sur les émissions atmosphérique polluante des activités industrielles de Berre l'étang, mais conclut que l'incidence du projet est jugée faible dans l'étude d'impact au vu de la faible augmentation du trafic de poids lourds estimé à 100 rotations par jour en moyenne.

Enfin pour conclure, le SCoT fixe comme objectif sur le pôle pétrochimique de Berre-Rognac la consolidation de l'appareil industriel existant, la protection de cette spécialisation pétrochimique et des périmètres de risques technologiques face à des occupations et utilisations du sol sans lien avec la filière.

*Extrait du PLU Projet d'Aménagement et de Développement durable PADD Commune de Berre l'étang 12 décembre 2014,*

La RD 113 constitue un axe de développement économique structurant, notamment mis en évidence dans le cadre du SCoT d'Agglopolo Provence. Le développement économique de Berre-l'Étang doit être envisagé en cohérence avec cet axe structurant. Le PADD organise ce développement économique au travers de projets structurants :

-  La zone d'activités EuroFlory Parc possède une situation stratégique sur cet axe et constitue un outil de développement économique attractif.
-  Le SCoT identifie l'extension de la zone EuroFlory-Parc comme un site économique à enjeux.
-  La zone actuelle arrive aujourd'hui à saturation et son extension doit être prévue dans le cadre du PLU. Cette zone présente un intérêt supracommunal.
-  Le fait, que la mairie de Berre l'Étang ait accordé le permis de construire à la société VAL de l'ARC, elle a considéré lors de l'instruction que l'activité de la société VAL de l'ARC s'inscrivait dans le respect des prescriptions du SCoT et de son PLU-PADD.

Pour conclure, le commissaire enquêteur s'est rapproché de la mairie de Rognac afin qu'elle lui transmette la référence du SCoT qui fixe la valeur de 3%. La mairie répond ne pas avoir trouvé cette valeur dans les différents documents et notamment le SCoT. Le 14 mai 2019 jour où le commissaire enquêteur a récupéré dans chacune des mairies les registres, la mairie de Rognac a bien confirmé ne pas être en mesure de répondre sur la provenance de cette valeur, les recherches n'ayant rien données.

Le commissaire enquêteur s'est également rapproché du service urbanisme de Berre l'Etang afin qu'il vérifie les dires de la mairie de Rognac. Après recherche sur le SCoT, dans son mail de réponse e du 07 mai 2019, ce service lui confirme ne rien trouver concernant la valeur des 3%.

Ayant lui-même cherché sur différents documents du SCoT, le commissaire enquêteur suppose que cette valeur de 3% n'a jamais existé.

## Conclusion

L'enquête s'est parfaitement déroulée, aucun incident n'a entaché les permanences, les personnes désignées pour l'organisation dans chacune des mairies avaient correctement préparées les dossiers, les lieux étaient conviviaux et facile d'accès aux publics.

Cette enquête n'a pas suscité un intérêt particulier, néanmoins deux personnes ont remis leurs observations et remarques, pour lesquelles le commissaire enquêteur a apporté son analyse (Cf page 67 à 75), compte tenu du détail des réponses produites par le porteur de projet, celles-ci sont consultables dans le Procès-Verbal de Synthèse.

Les documents remis par le public montrent un intérêt particulier sur la politique industrielle menée sur la commune de Berre l'Etang et l'impact du trafic sur les voies routières. Ces points ont été entre autres particulièrement explicités par le porteur de projet VAL de l'ARC ou il apporte des éléments précis sur les niveaux d'investissements des industriels de la pétrochimie.

Le SCoT et le plan local d'urbanisme auquel est associé le PADD de la commune de Berre l'Etang sont relativement précis en ce qui concerne la zone d'activité EuroFlory-Parc, qui est considérée d'intérêt supracommunal.

Au travers, des éléments apportés par les services de l'état consultés, des éléments recueillies durant l'enquête, l'analyse du commissaire enquêteur ne concluent pas un impact particulier de l'activité VAL de l'ARC dans sa nouvelle configuration sur les réseaux routiers aussi bien sur la RD113 que sur le D21F.

Le Graphique ci-dessous clos ce rapport en mentionnant l'intérêt du public sur l'extension de la plateforme VAL de l'ARC sur la zone d'activité EuroFlory-Parc. Ce bilan est la photographie de l'ensemble des remarques et observations recueillies au cours de cette enquête.

